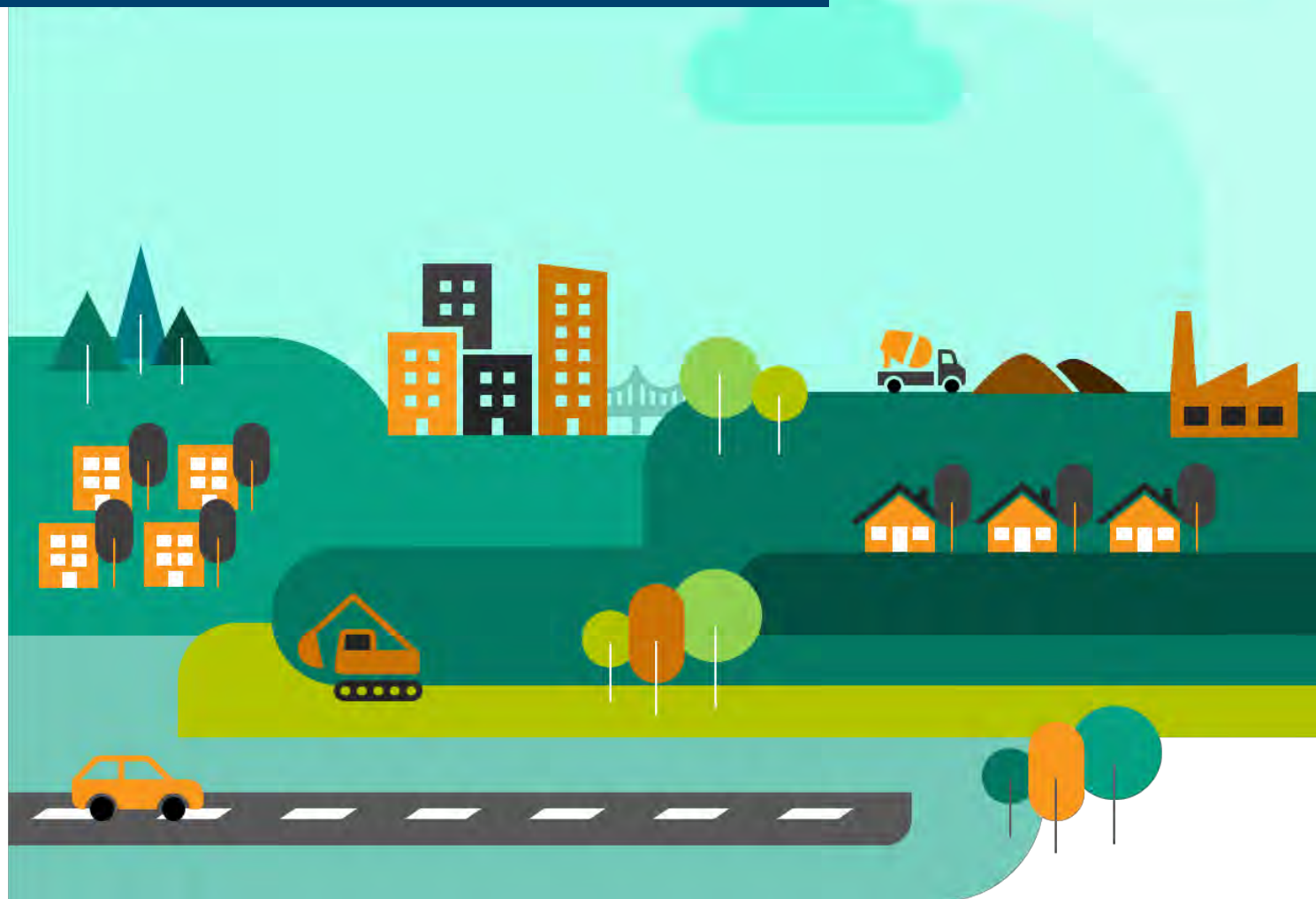


Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIERE CONSTRUCTION



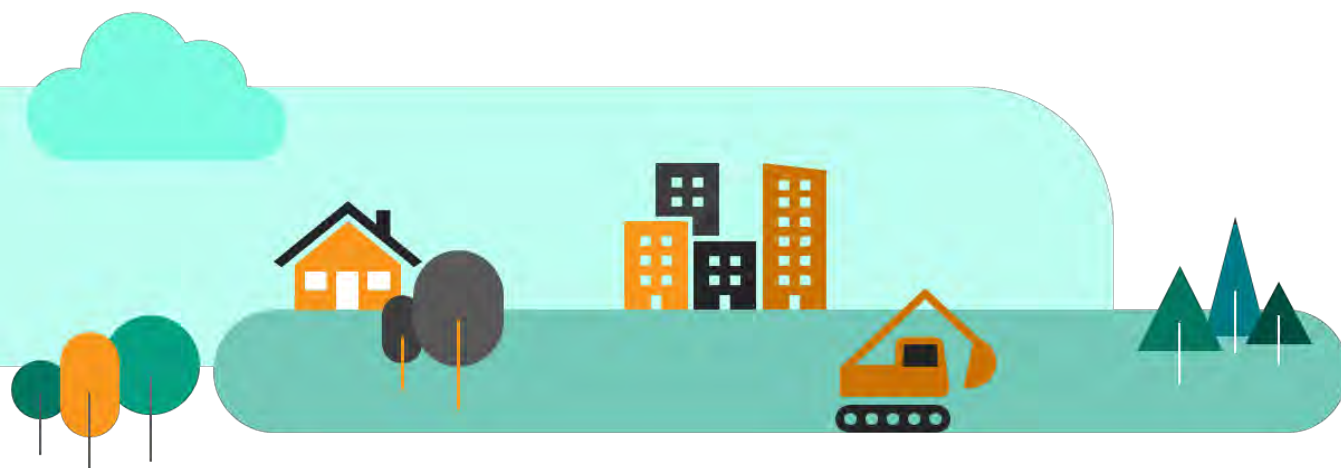
Édition du 12-05-2026

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1	
Autorisations logements	26 700 logts	+11,5%	▲
Mises en chantier logements	19 900 logts	+4,4%	▲
Mise en ventes de logements	5 020 logts	+12,8%	▲
Réservations de logements	5 080 logts	-7,6%	▼
Autorisations locaux	2 265 mill. m ²	-15,5%	▼
Mises en chantier locaux	1 232 mill. m ²	+4,6%	▲
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-1,8%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-3,0%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-3,0%	▼
BPE	2 658 320 m ³	-12,3%	▼
Granulats	16 660 kt	-5,2%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 430 AO	-7,0%	▼
Montant Appels Offre publiés	6,6 Md€	-10,3%	▼
Salariés	117 093 sal.	-1,4%	▼
Intérimaires	10 406 ETP	-7,2%	▼
Dem. d'emplois	19 243 DEFM	-10,5%	▼
Défaillances	1 370 ent.	-12,8%	▼

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2025 comparé au 4e trim. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2026 comparé au 1er trim. 2025 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2026 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin janv. 2026
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin déc. 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin fév. 2026
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 1er trim. 2026
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 4e trim. 2025



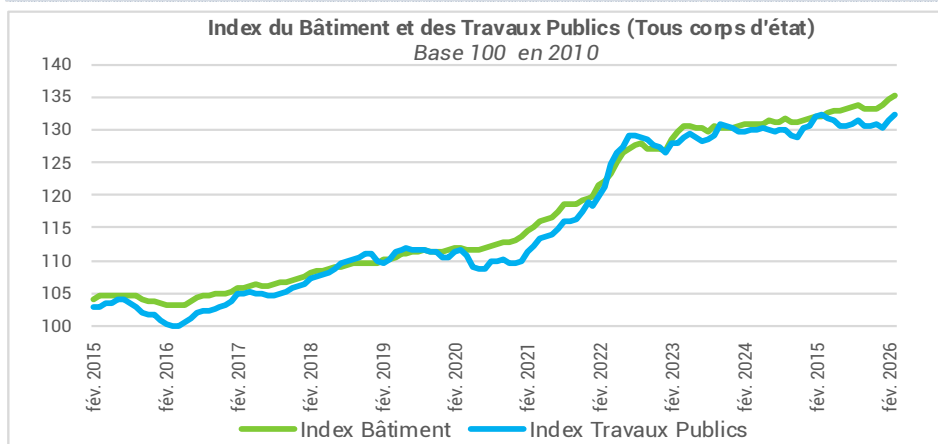


COÛT DE LA CONSTRUCTION

Index du Bâtiment et des Travaux Publics

Index du Bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010	fév. 2026 - Evol 1 an		
Index Bâtiment en fév. 2026	135,1	+2,3%	▲
Index Bâtiment au cours des 3 derniers mois à fin fév. 2026	134,5	+1,9%	▲
Index Bâtiment au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2026	133,5	+1,6%	▲

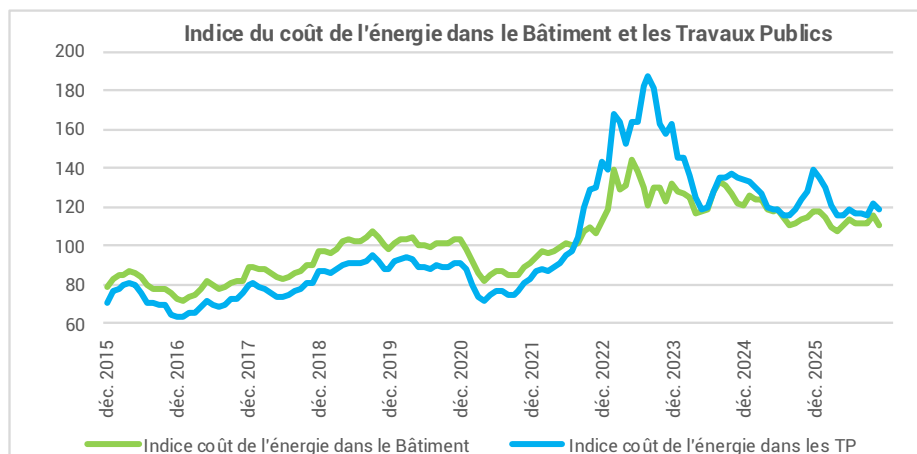
Index Travaux Publics - Index général tous travaux - Base 2010	fév. 2026 - Evol 1 an		
Index Travaux Publics en fév. 2026	132,2	0,0%	=
Index Travaux Publics au cours des 3 derniers mois à fin fév. 2026	131,3	-0,2%	=
Index Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2026	131,1	+0,6%	=



Indice du coût de l'énergie dans le Bâtiment et les Travaux Publics

Indice du coût de l'énergie dans le Bâtiment	déc. 2025 - Evol 1 an		
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment en déc. 2025	111,0	-3,1%	▼
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment au cours des 3 derniers mois à fin déc. 2025	112,7	-0,4%	=
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025	112,8	-4,4%	▼

Indice du coût de l'énergie dans les Travaux Publics	déc. 2025 - Evol 1 an		
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics en déc. 2025	119,2	-7,2%	▼
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics au cours des 3 derniers mois à fin déc. 2025	118,8	-3,8%	▼
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025	122,0	-1,3%	▼



Sources :
INSEE

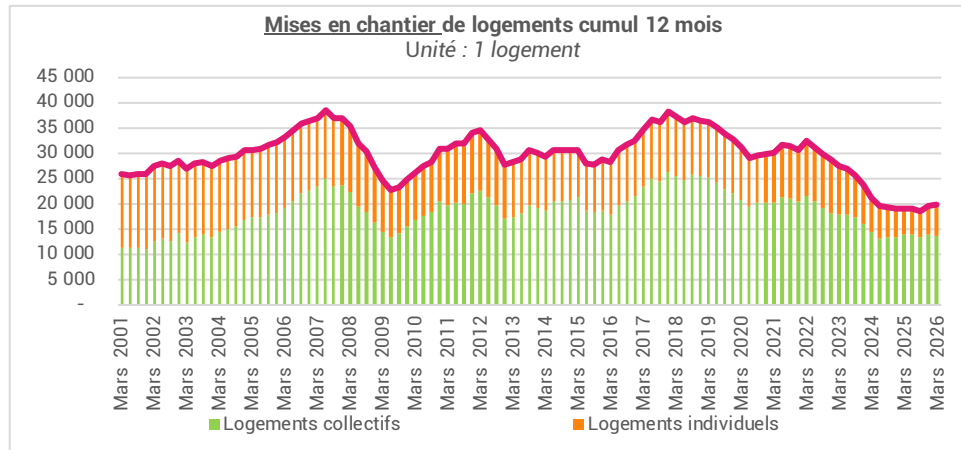
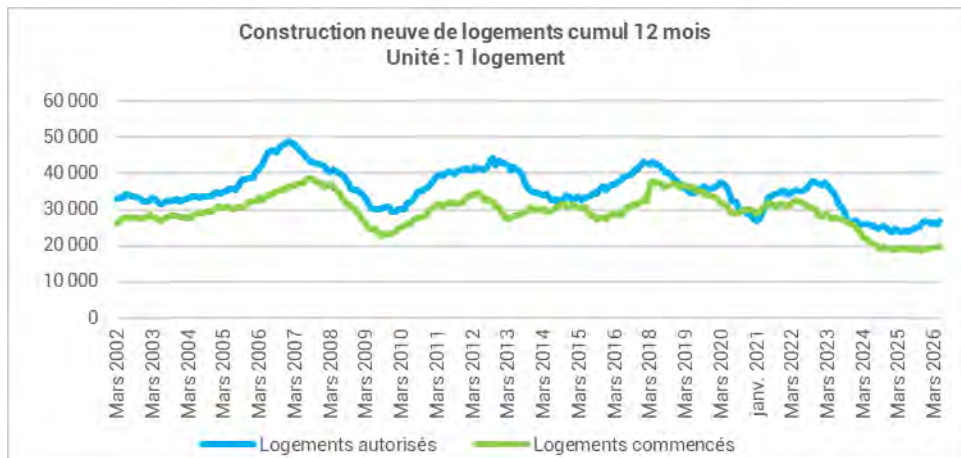




BÂTIMENT

Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2026 Evol 1 an		
Total logements commencés	19 900 lgts	+4,4%	▲
Dont individuels purs	4 000 lgts	+15,1%	▲
Dont individuels groupés	2 300 lgts	+36,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	13 600 lgts	-2,2%	▼
Total logements autorisés	26 700 lgts	+11,5%	▲
Dont individuels purs	5 400 lgts	+20,6%	▲
Dont individuels groupés	3 000 lgts	+24,4%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	18 300 lgts	+7,3%	▲



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

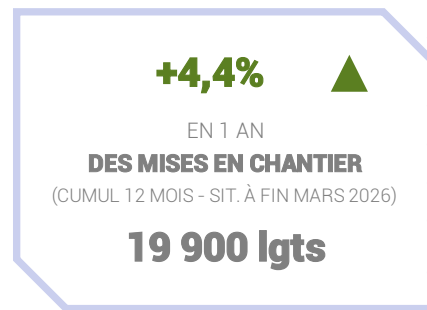
Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées.

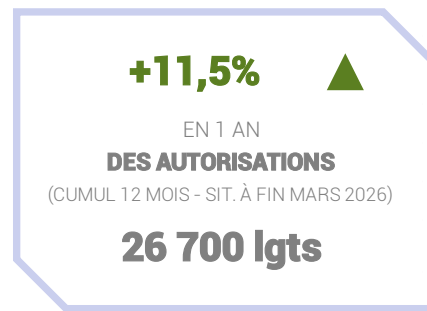
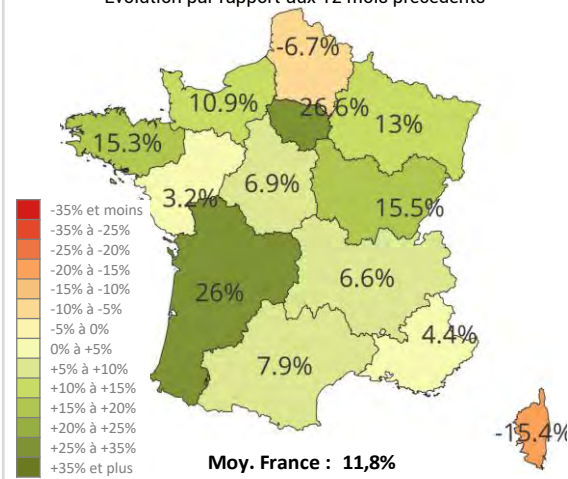
Les logements mis en chantier sont en hausse de +4,4% en cumul 12 mois à fin mars 2026 enregistrant 19 900 logements commencés. Cette hausse est portée par les segments individuels. Le segment collectif (y compris les résidences) enregistre une baisse de -2,2%.

On observe la même tendance pour les autorisations avec 26 700 logements autorisés sur les 12 mois à fin mars 2026, soit une hausse de +11,5% en un an, et ce, pour tout type de logements.

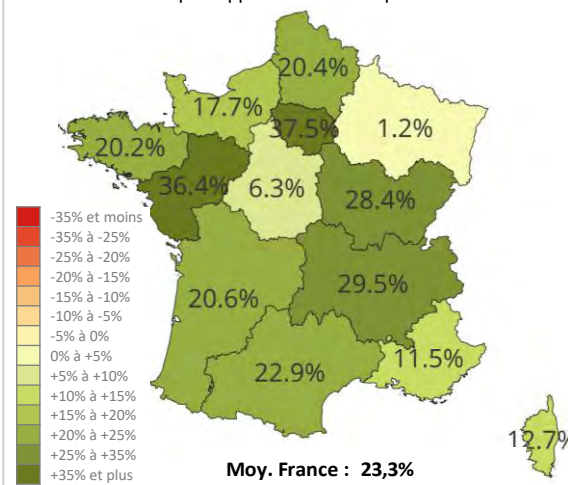
Pour autant, les volumes de mises en chantier et d'autorisations restent bien en-deçà de ce qui était observé par le passé.



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin mars 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin mars 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



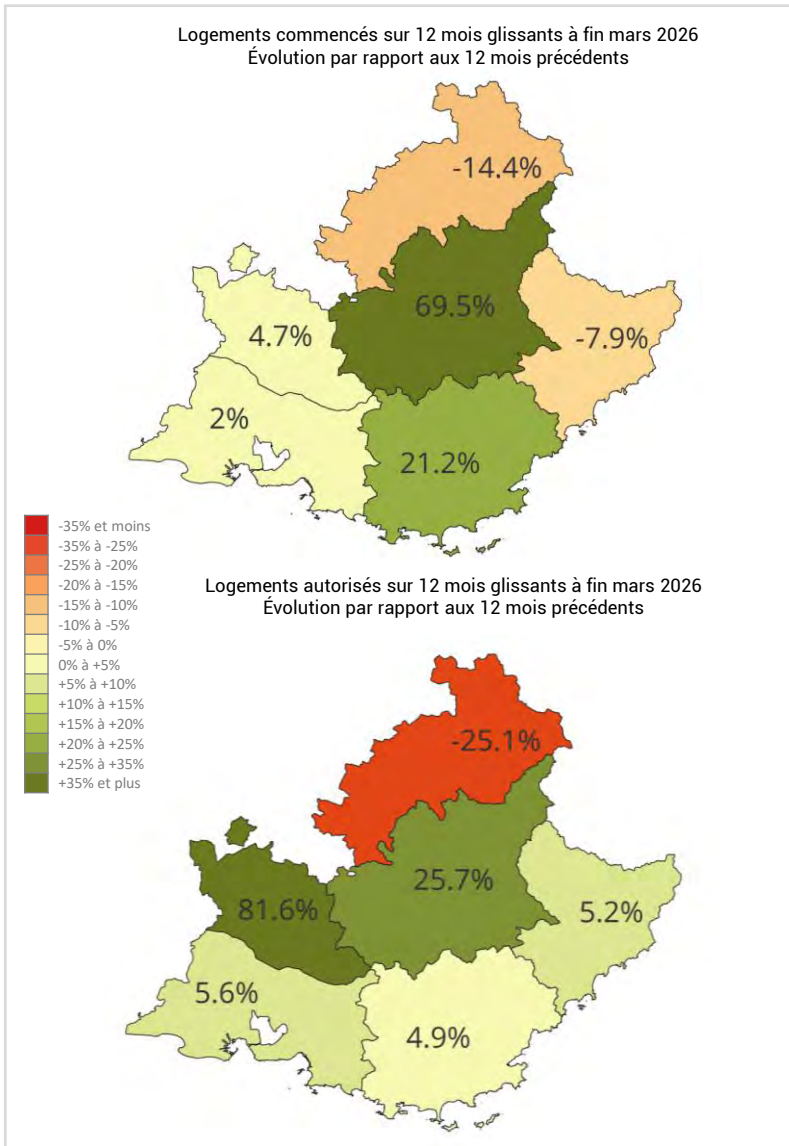
Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



Construction de logements neufs



La dynamique de la construction résidentielle neuve révèle une reprise contrastée selon les départements. Au niveau des mises en chantier, les **Alpes-de-Haute-Provence** et le **Var** affichent une progression particulièrement soutenue. Le **Vaucluse** et les **Bouches-du-Rhône** enregistrent également une croissance, quoique plus modérée. À l'inverse, les **Hautes-Alpes** et les **Alpes-Maritimes** connaissent un net recul, illustrant une relance régionale à deux vitesses.

Au niveau des autorisations, le **Vaucluse** enregistre une forte hausse, signe d'une forte activité à venir. Le département des **Alpes-de-Haute-Provence** confirme sa dynamique positive, tandis que les **Bouches-du-Rhône**, les **Alpes-Maritimes** et le **Var** affichent des progressions plus contenues. À l'inverse, les **Hautes-Alpes** connaissent un net repli des autorisations. La dynamique régionale est globalement orientée à la reprise mais reste encore hétérogène.

Avertissement : À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées.

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

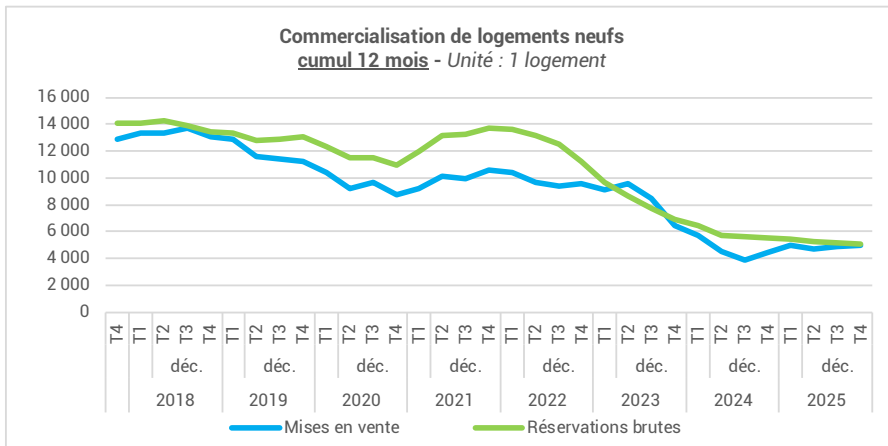
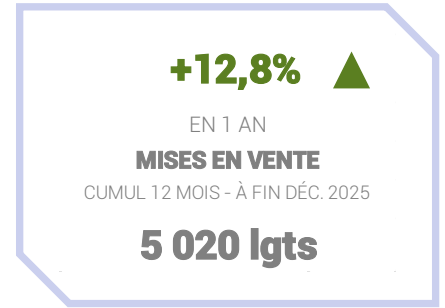
*Service des données et études statistiques



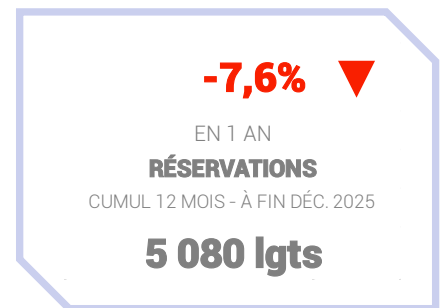
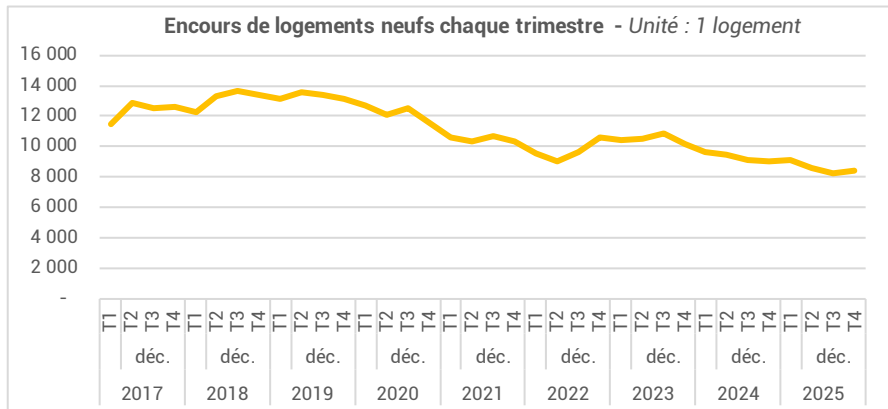
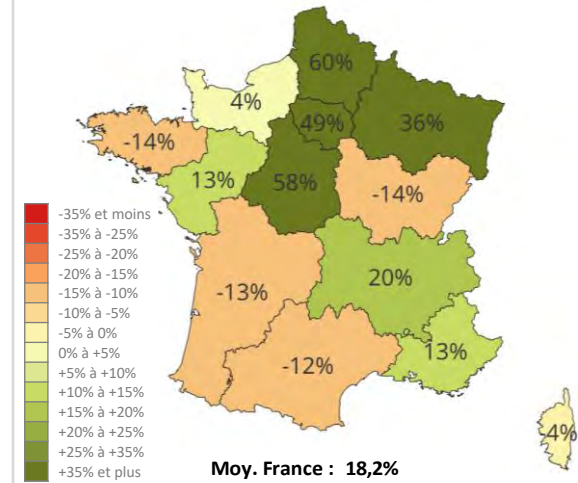


Commercialisation de logements neufs

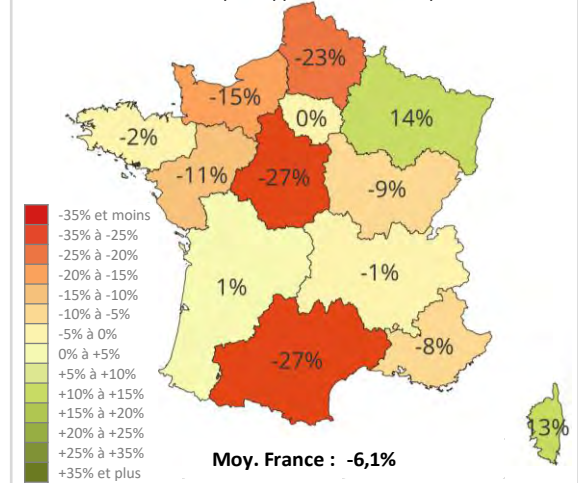
La commercialisation de logements neufs aux particuliers	4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 020 lgts	+12,8%	▲
Dont collectifs	4 790 lgts	+15,5%	▲
Dont individuels	240 lgts	-24,2%	▼
Réservations	5 080 lgts	-7,6%	▼
Dont collectifs	4 790 lgts	-7,4%	▼
Dont individuels	290 lgts	-10,2%	▼
Vente en bloc	6 750 lgts	-5,0%	▼



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin décembre 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

En 2025, le volume de logements commercialisés est à la hausse, porté principalement par le segment collectif (+15,5% au global). Toutefois, on reste loin des volumes commercialisés jusqu'en 2022. De fait, cette hausse des mises en vente peut s'expliquer par le lancement de projets dans les cartons depuis longtemps et qui étaient sur pause face au contexte économique dégradé. D'ailleurs, durant cette période, les promoteurs ont préféré réduire leurs encours avant de lancer de nouveaux programmes.

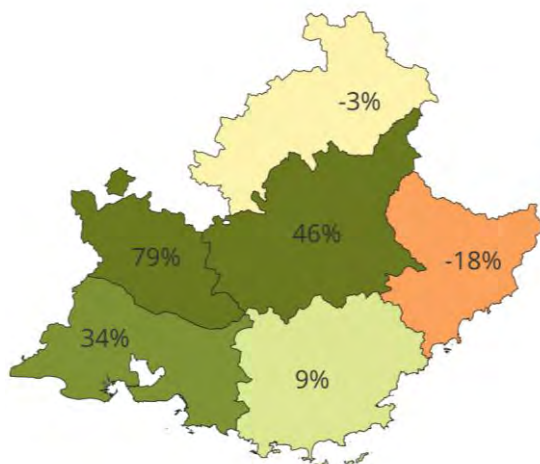
Malgré cette reprise des mises en vente, les réservations continuent de ralentir : à fin décembre, sur 12 mois, on enregistrait 5 080 réservations, soit un volume encore en baisse de -7,6% en un an. Si la vente en bloc avait permis d'apporter un certain soutien aux promoteurs, celle-ci a également enregistré une baisse de -5% en un an. Elle représente néanmoins plus de la moitié des réservations comptabilisées au cours des douze derniers mois (57%).

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)
*Service des données et études statistiques

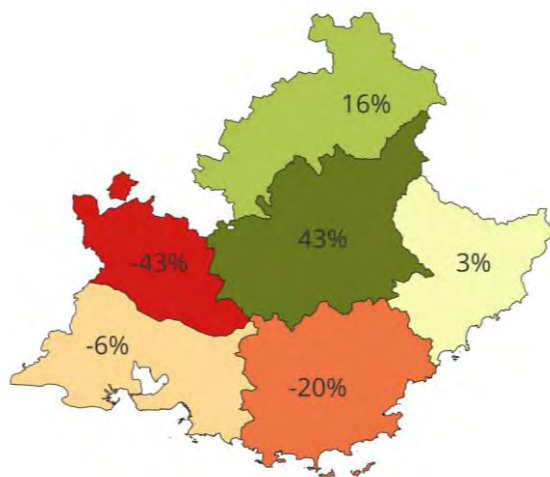
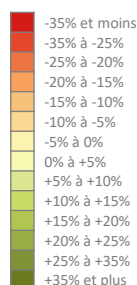


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin décembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le département des **Alpes-de-Haute-Provence** enregistre une progression conjointe des mises en vente et des réservations. Le marché totalise 170 logements commercialisés à fin décembre 2025 en cumul 12 mois. Les commercialisations ont été extrêmement dynamiques post-Covid.

Le marché poursuit sa progression dans les **Bouches-du-Rhône**, qui pèsent 38% de l'activité régionale : à fin décembre 2025 en cumul sur les douze derniers mois, le département a enregistré une hausse de +34% des mises en vente avec 1 880 nouveaux logements. Toutefois, le niveau de comparaison est tellement bas qu'on reste encore loin du niveau de longue période (-46%). D'ailleurs, malgré cette hausse des commercialisations, les réservations ne décollent toujours pas : seulement 1 870 logements ont été réservés, soit -6% sur un an et -58% comparé à la moyenne longue période.

Même dynamique dans le **Var**, qui observe une hausse des commercialisations à fin décembre 2025 en cumul 12 mois (1 310 nouveaux logements) et un recul de -20% des réservations sur la même période, soit -43% sur la période longue.

En **Vaucluse**, le marché du logement neuf enregistre 360 logements commercialisés, soit une progression de +79% en un an et en retrait de -44% par rapport à la moyenne des sept dernières années, et tout juste 210 réservations, soit -43% en un an et -68% sur l'historique.

Dans les **Alpes-Maritimes**, les mises en vente sont en baisse de -18% en un an avec 1 020 logements, un volume qui reste inférieur de -53% au volume moyen des sept années précédentes. On observe une dynamique inverse dans ce département au niveau des réservations. Celles-ci progressent à environ 1 550 logements, soit +3% sur un an. Mais la période de comparaison était tellement basse qu'on reste loin des volumes de référence : -39% comparé à la moyenne longue période.

Même tendance dans le département des **Hautes-Alpes**, qui enregistre une baisse de -3% des mises en vente (270 logements) et une augmentation de +16% des réservations (320 logements), du fait des nombreux lancements de programmes ayant eu lieu post-Covid (même si les réservations restent inférieures de -12% à la moyenne des 7 dernières années).

Sources :

SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques



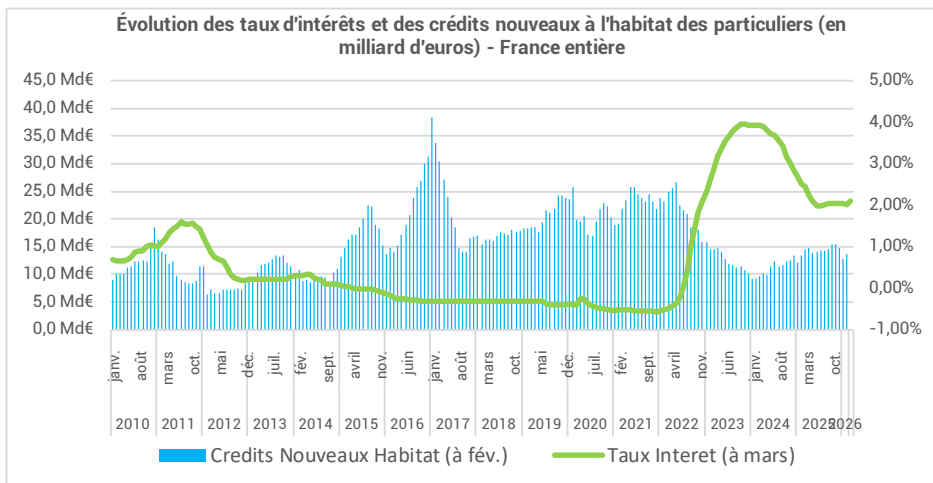


Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat

Crédits nouveaux à l'habitat (M€) Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin fév. 2026)	41 200 M€	+8,7%	▲
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin mars 2026)	2,109%	0,10 pt	▲

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, de début décembre 2025 à fin février 2026 et sur l'ensemble du pays, 41,2 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en progression de +8,7% en un an.

Après plusieurs années de forte volatilité, les taux d'intérêts se sont stabilisés en 2025. Toutefois, une légère hausse a été enregistrée à fin mars 2026. Le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affichait à 2,109%, en légère hausse sur un mois.

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	1 153	+87,2%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 818	+53,5%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	103	+60,9%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	235	+19,3%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

Au cours des douze derniers mois, le nombre de prêts délivrés a progressé de +51%, tous segments confondus (neuf et ancien). Ce trimestre, on observe une hausse à la fois dans le neuf et dans l'ancien, respectivement de +87,2% et +60,9% sur un an (à fin décembre 2025), très certainement due à la réforme du PTZ ; à partir du 1^{er} avril 2025, le prêt à taux zéro est désormais étendu à tous les logements neufs (qu'il s'agisse d'un projet en habitat collectif ou individuel) sur l'ensemble du territoire français jusqu'au 31 décembre 2027. Par ailleurs, le cumul du prêt à taux zéro est désormais autorisé avec MaPrimeRénov' pour financer une rénovation d'ampleur.

+8,7%



EN 1 AN
CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT – FRANCE ENTIÈRE
CUMUL 3 MOIS – À FIN FÉV. 2026

41 200 M€

Source :
Banque de France

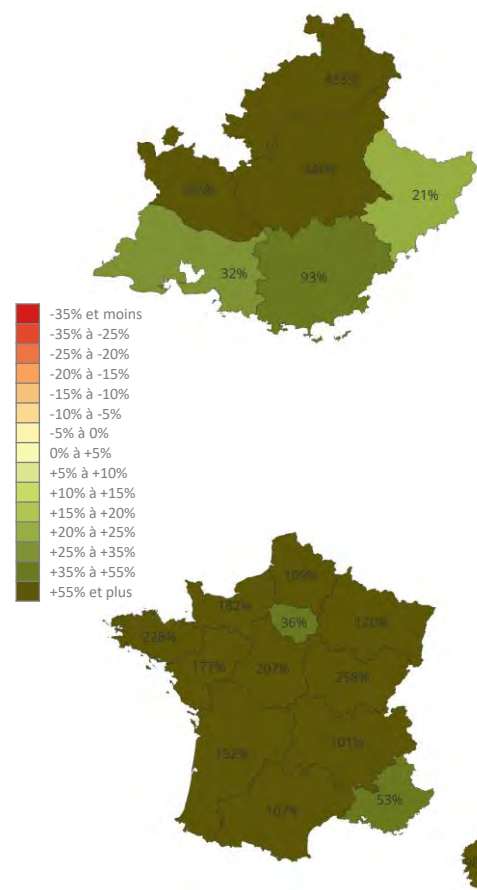
+53,5%



EN 1 AN
PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF
CUMUL 4 TRIM. - À FIN DÉC. 2025

2 818 prêts

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin décembre 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : **97%**

Source :
SGFGAS (données brutes)

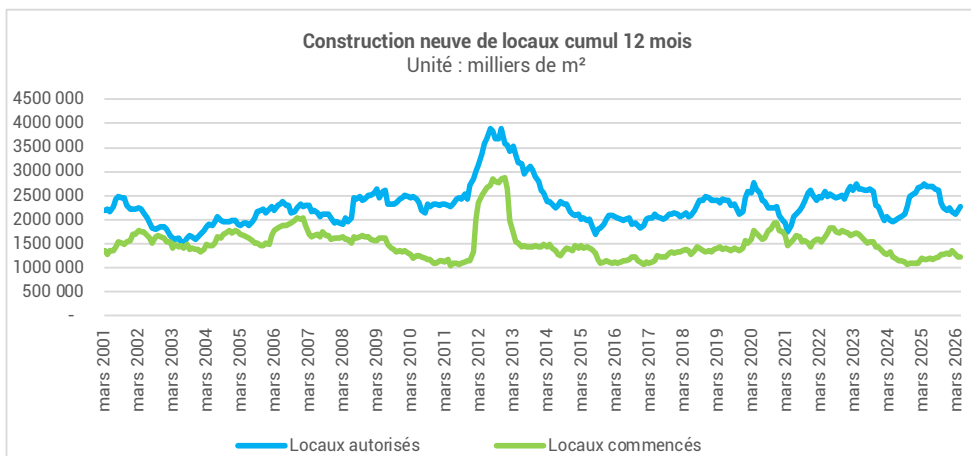




Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 232 mill. m ²	+4,6%	▲
Bâtiments agricoles	362 mill. m ²	+75,6%	▲
Secteur privé non agricole	631 mill. m ²	-10,5%	▼
Secteur public	239 mill. m ²	-10,3%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 265 mill. m ²	-15,5%	▼
Bâtiments agricoles	597 mill. m ²	-3,5%	▼
Secteur privé non agricole	1 215 mill. m ²	-26,6%	▼
Secteur public	453 mill. m ²	+11,2%	▲



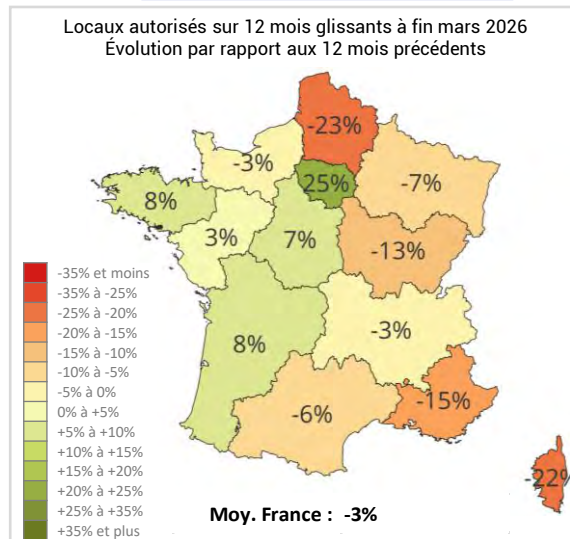
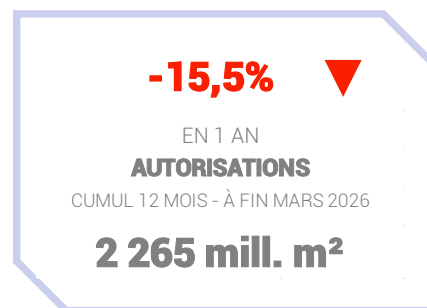
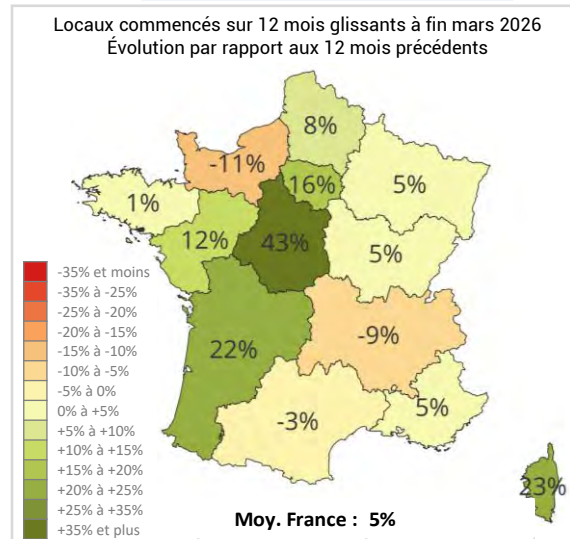
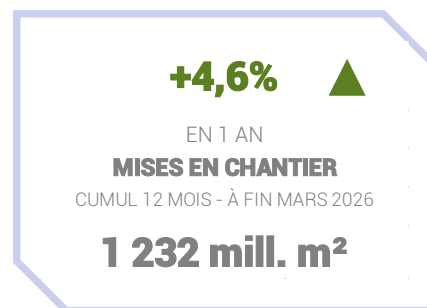
Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif révisé légèrement les données publiées.

En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa « Demande de permis de construire ».

Le redémarrage de la construction s'observe également sur le segment non-résidentiel : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul douze mois à fin mars 2026, la surface de locaux neufs mis en chantier progresse de +4,6% par rapport à un an plus tôt. Cette dynamique est portée principalement par le segment des bâtiments agricoles (+75,6%). A l'inverse, les secteurs privés non agricole (-10,5%) et public (-10,3%) sont en repli. Le volume des mises en chantier reste cependant peu élevé au regard de l'historique, le rebond se faisant depuis un point historiquement bas.

Les surfaces non-résidentielles autorisées sur les douze derniers mois (à fin mars 2026) reculent de -15,5% dans la région par rapport aux douze mois précédents. Le repli concerne les bâtiments agricoles (-3,5%) et le secteur privé non agricole (-26,6%), tandis que le secteur public affiche une progression (+11,2%).



Sources :

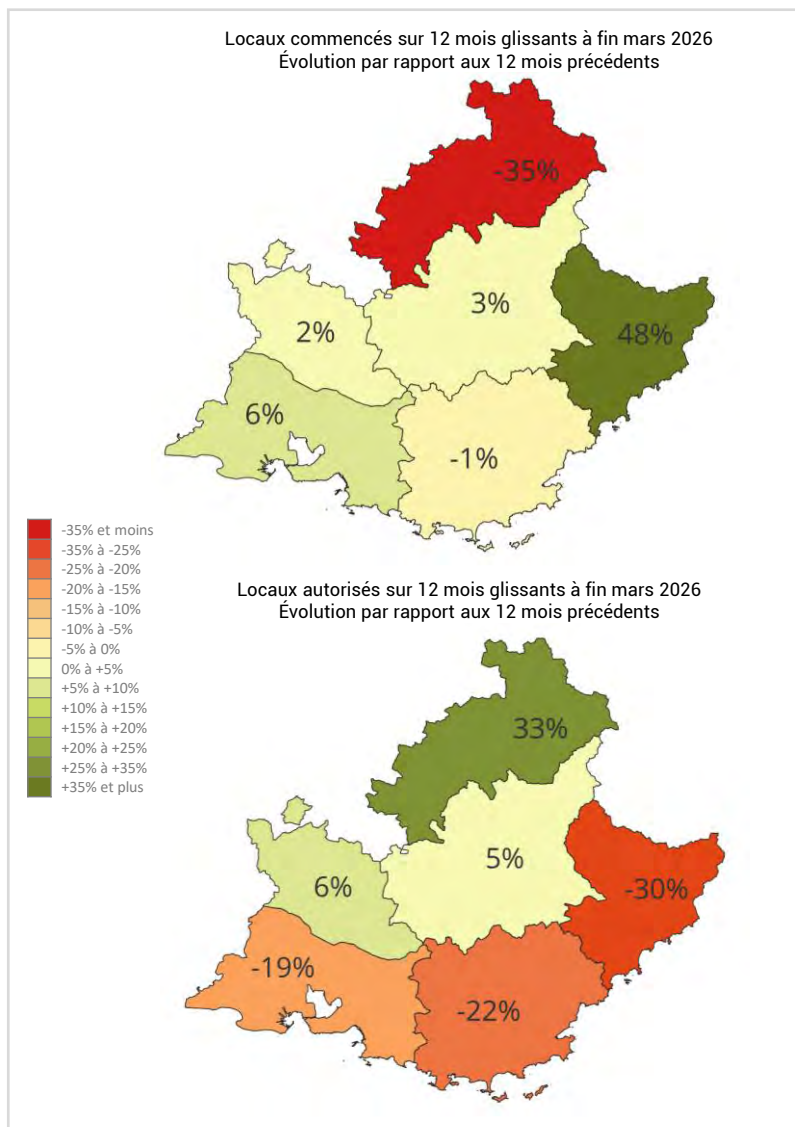
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



A fin mars 2026, la reprise de la construction non-résidentielle reste inégale à l'échelle régionale : la progression est particulièrement marquée dans les **Alpes-Maritimes** (+48%) alors qu'elle est plus modérée dans les **Bouches-du-Rhône** (+6%), les **Alpes-de-Haute-Provence** (+3%) et le **Vaucluse** (+2%). Le **Var** est en léger recul (-1%), tandis que les ouvertures de chantier reculent considérablement dans les **Hautes-Alpes** (-35%).

Du côté des autorisations, une progression est observée dans les **Hautes-Alpes** (+33%), le **Vaucluse** (+6%) et les **Alpes-de-Haute-Provence** (+5%). En revanche, dans les **Alpes-Maritimes**, le **Var** et les **Bouches-du-Rhône** la baisse des autorisations est particulièrement marquée (-30%, -22% et -19%).

Avvertissement : À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif révisé légèrement les données publiées.

En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa « Demande de permis de construire ».

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

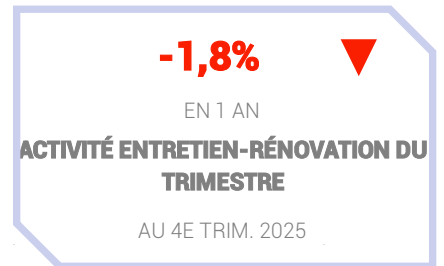
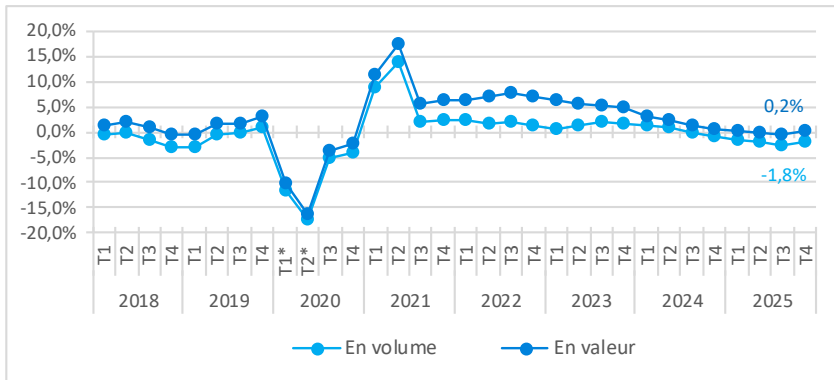




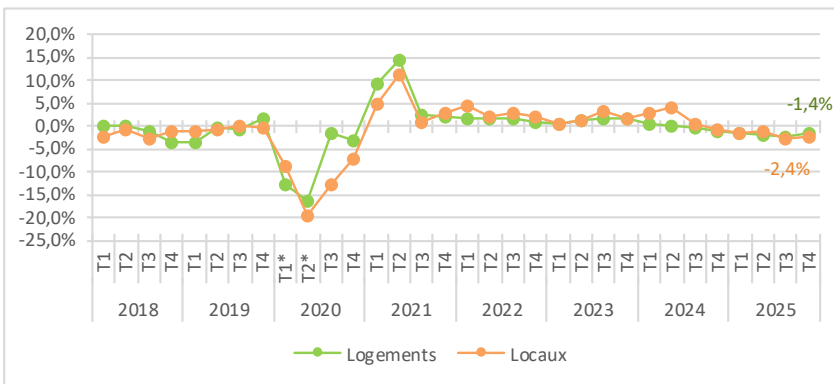
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

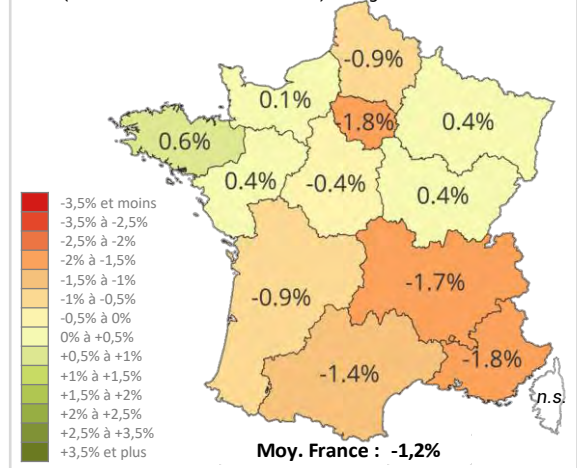


Par segment de marché

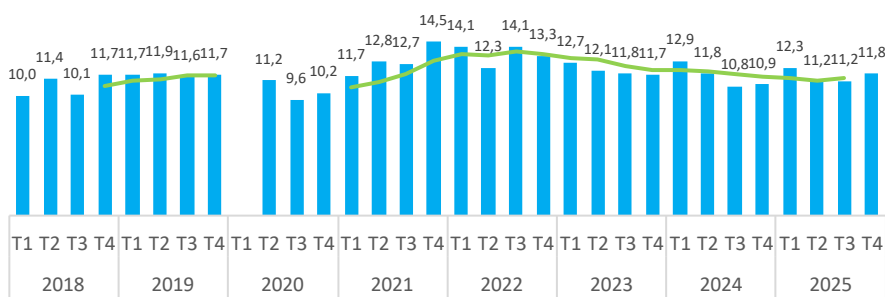


* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T4 2024 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T4 2025



Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – Unité : 1 semaine



L'activité entretien-rénovation recule de -1,8% en volume de travaux facturés au 4^{ème} trimestre 2025 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, sixième trimestre consécutif de baisse.

Les carnets de commande en entretien-rénovation se maintiennent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les entreprises Bâtiment de la région comptabilisent 11,8 semaines de travail garanties à fin décembre 2025, au même niveau qu'il y a trois mois.

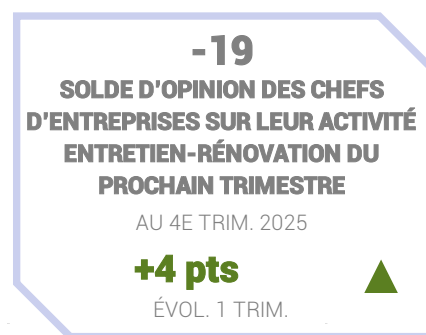
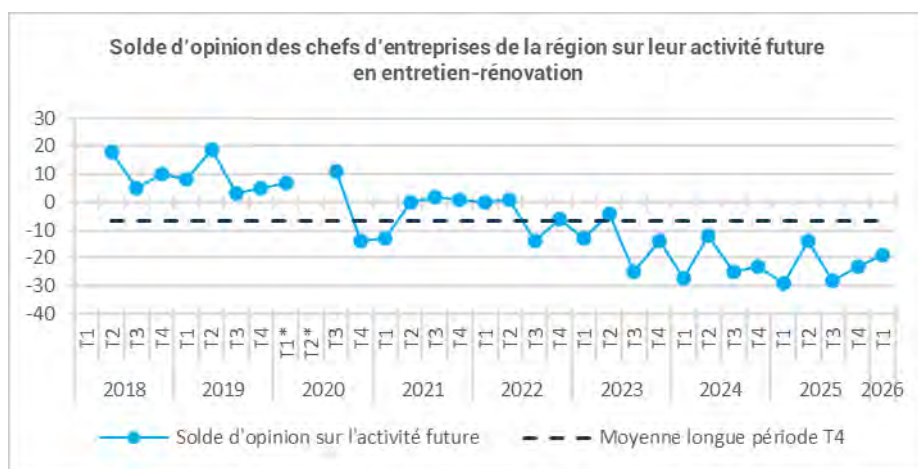
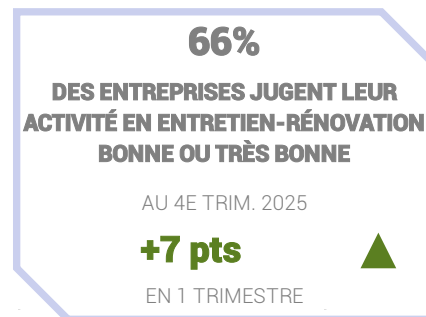
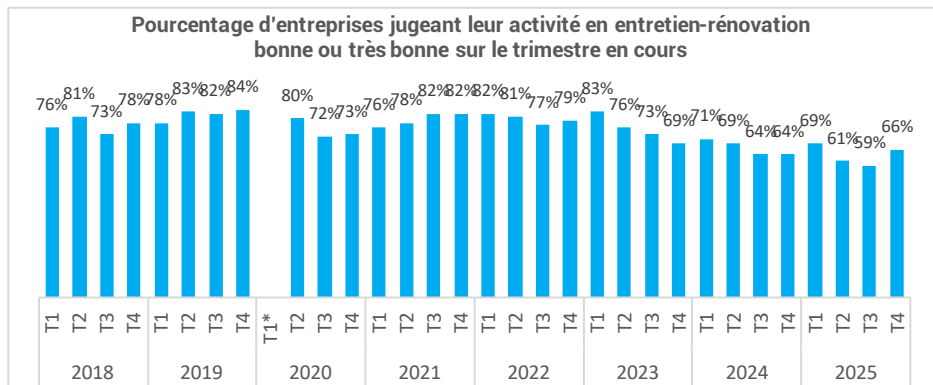
Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





BÂTIMENT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

66% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 4^{ème} trimestre 2025. Si le niveau de satisfaction progresse (+7 points par rapport au trimestre précédent), il reste bien en-dessous des années précédentes : même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité.

Les perspectives d'activité future s'améliorent légèrement pour les entreprises du Bâtiment de la région. Malgré un contexte d'activité en berne et de baisse des prises de commandes, le solde d'opinion progresse de +4 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent, même s'il reste largement en-dessous de sa moyenne longue période.

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





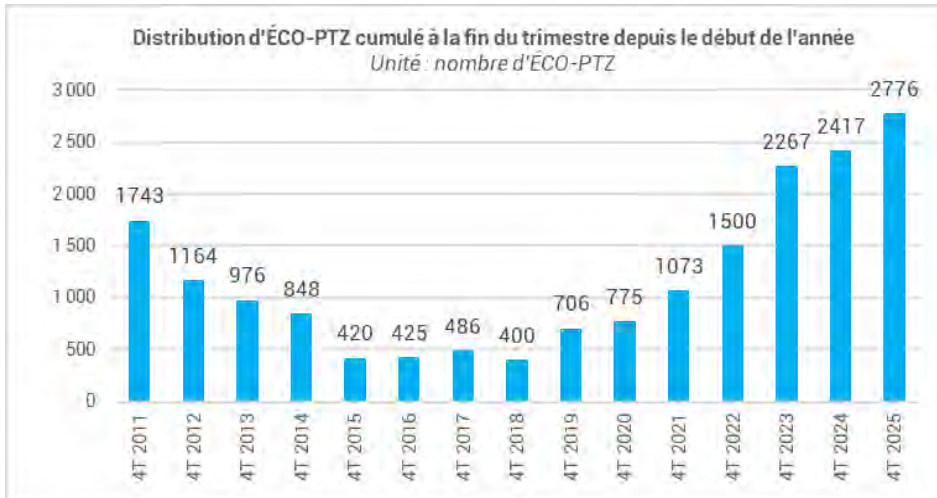
Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	51,49 M€	+12,5%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	2 776 ÉCO-PTZ	+14,9%	▲

+12,5% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

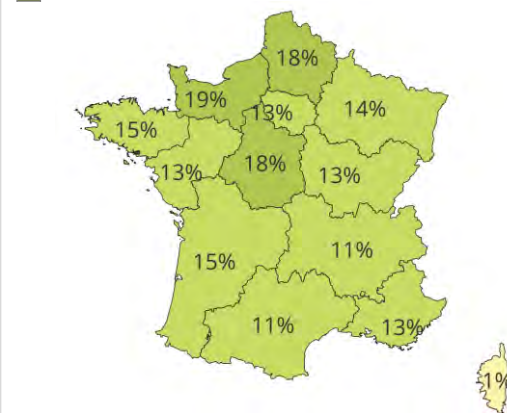
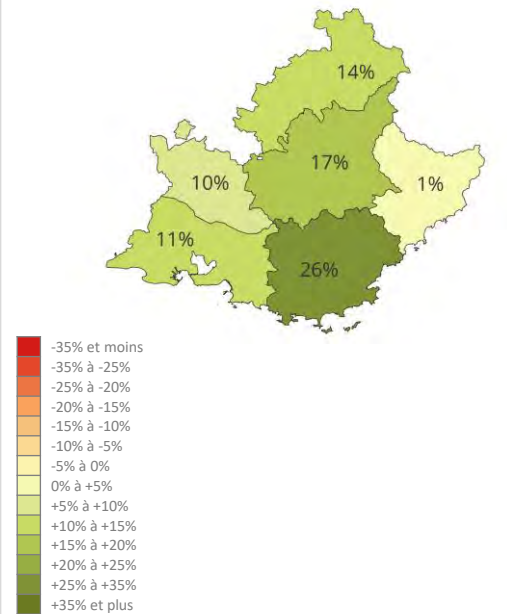
51,49 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : au terme de l'année 2025, 2 776 prêts ont ainsi été accordés dans la région, plus haut volume annuel historique, pour un montant moyen de 51,49 M€.

Volume de travaux réalisés avec un éco-PTZ de janvier à fin décembre 2025 – Évolution par rapport au cumul de janvier à décembre 2024



Source : SGFGAS (données brutes)





TRAVAUX PUBLICS

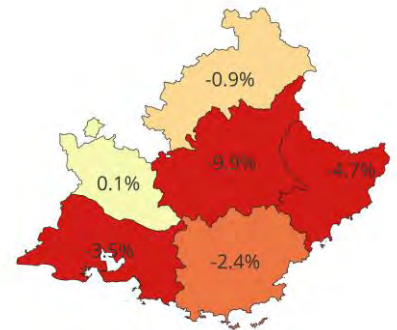
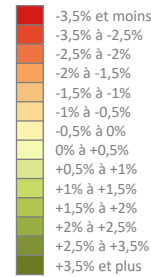
Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au T1 2026	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T1 2025		Niveau du carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T1 2025	
	Évol. (%)	Tendance	Niveau	Évol. (%)
Ensemble	-3,0%	▼	9,5	▲
Terrassement	-5,9%	▼	8,5	▲
Route	-1,3%	▼	6,2	=
Canalisateurs	-6,5%	▼	8,2	▲
Génie civil	-2,4%	▼	16,2	▲
Travaux Electriques	2,5%	▲	6,2	▼
Autres travaux	-3,0%	▼	13,1	▲

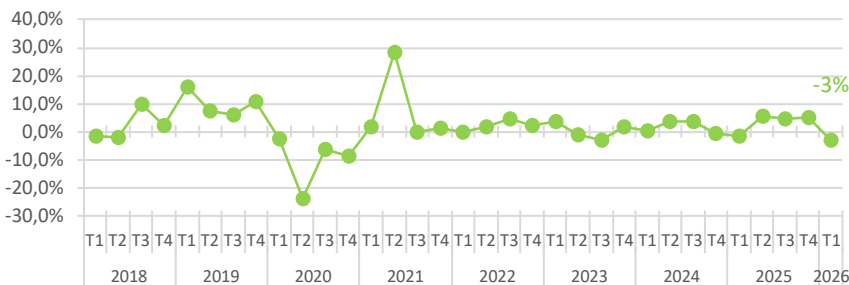
-3,0% ▼

EN 1 AN
ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE
AU 1ER TRIM. 2026

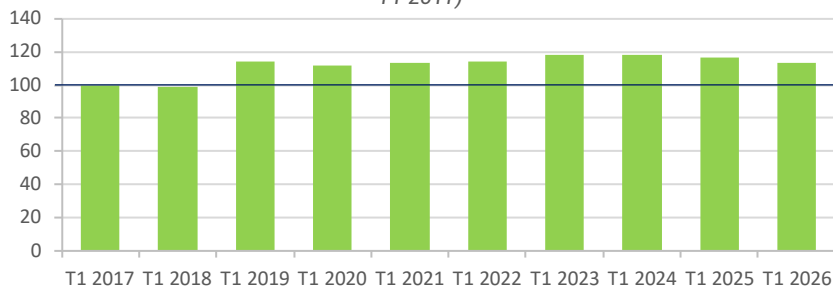
Évolution par rapport au T1 2025 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée au T1 2026



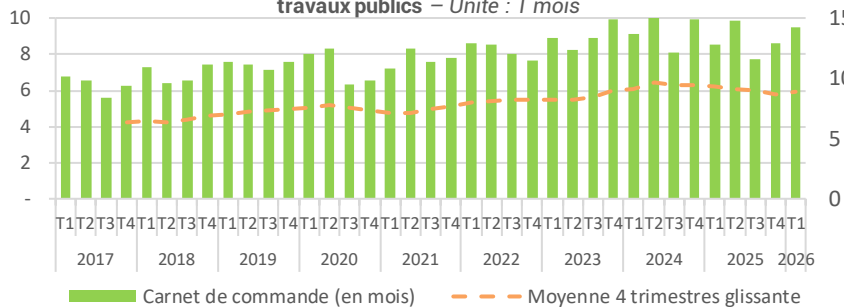
Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente (en valeur)



Évolution de l'activité travaux publics au T1 (en valeur, en base 100 au T1 2017)



Nombre de mois de travail garantis par les carnets de commande en travaux publics – Unité : 1 mois



9,5 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

À FIN MARS 2026

1,0 mois ▲

EN 1 TRIMESTRE

L'activité Travaux Publics est en baisse ce premier trimestre de l'année 2026, affichant un recul de -3% du chiffre d'affaires (en valeur, en comparaison à un an plus tôt). Tous les corps de métiers sont dans le négatif en ce début d'année hormis les travaux électriques.

Ce trimestre, les prises de commande sont en hausse comparé à l'an passé dans la région, avec 9,5 mois de travail garanti à fin mars 2026.

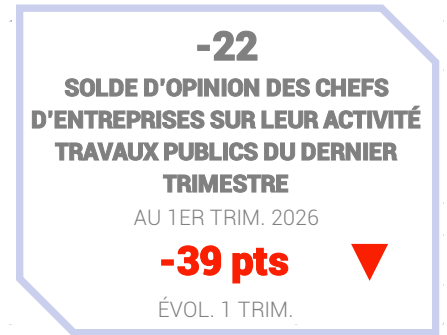
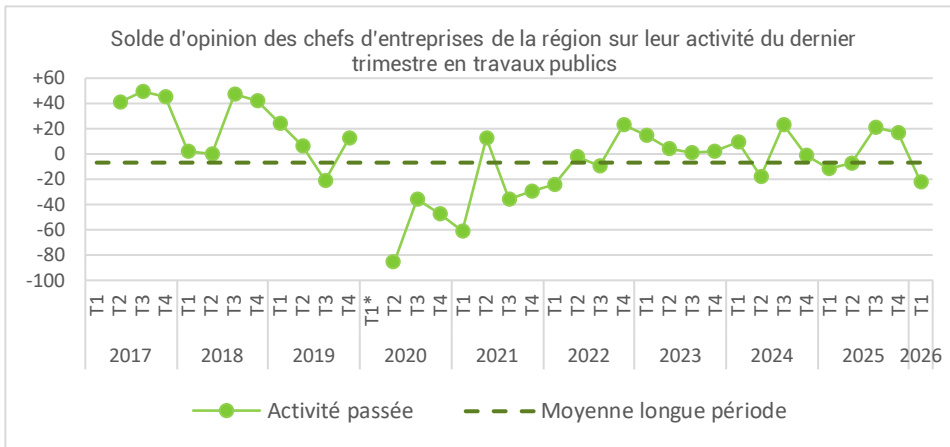
Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA



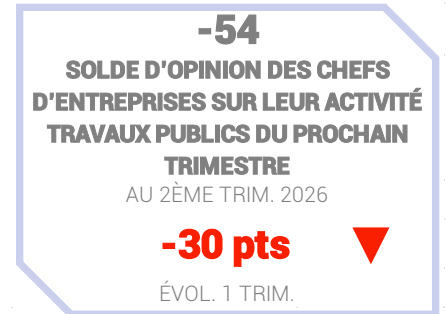
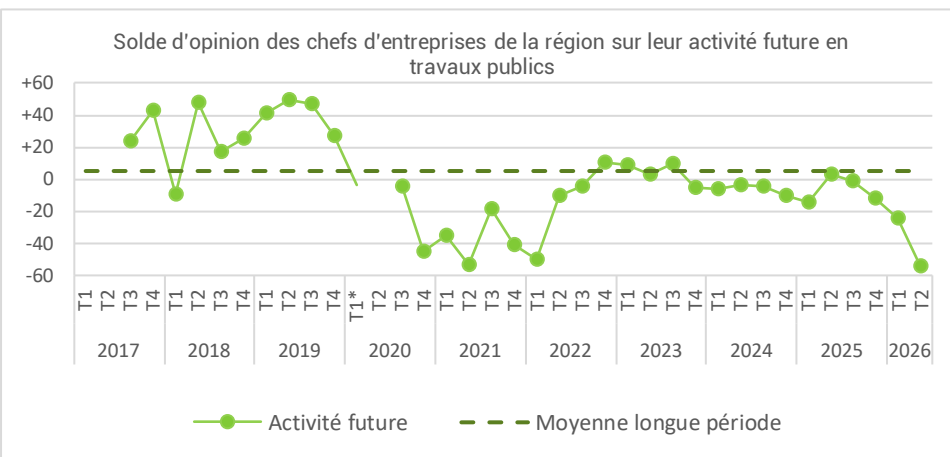
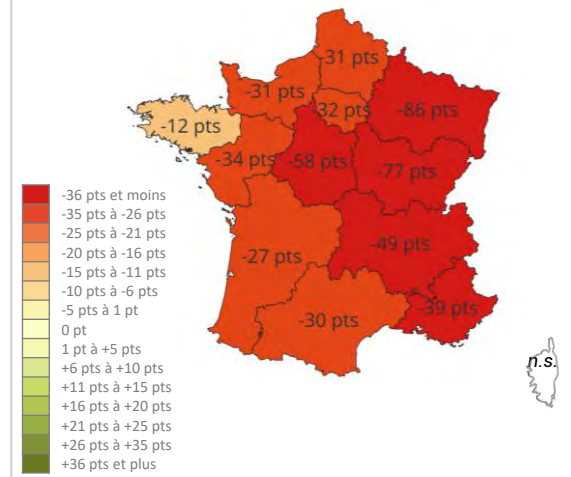


TRAVAUX PUBLICS

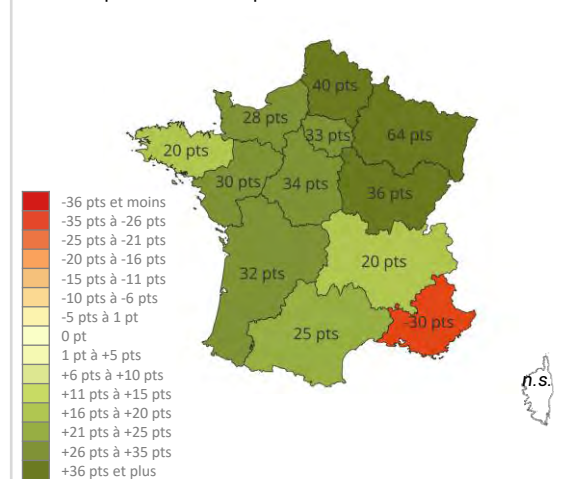
Opinion des chefs d'entreprises



Évolution par rapport au T4 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T1 2026



Évolution par rapport au T1 2026 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T2 2026



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

La vision des chefs d'entreprise sur leur activité récente est négative, avec un solde d'opinion à -22 (-39 points en un trimestre). Par ailleurs, la vision de ces mêmes chefs d'entreprise pour les mois à venir se dégrade : -30 pts de perdus entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2026, le solde d'opinion reste en négatif.

Source :

Enquête trimestrielle FNTP/INSEE





INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

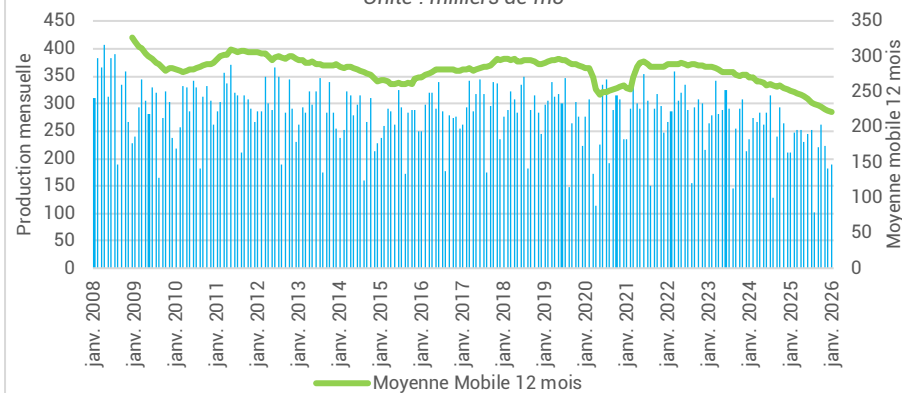
La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

Production de BPE en janv. 2026	189 464 m3	-9,8%	▼
Prod. de Granulats en déc. 2025	1 010 m3	-0,6%	=
Production cumulé 12 mois			
Production de BPE entre fév. 2025 et janv. 2026	2 658 320 m3	-12,3%	▼
Production de Granulats entre janv. 2025 et déc. 2025	16 660 kt	-5,2%	▼

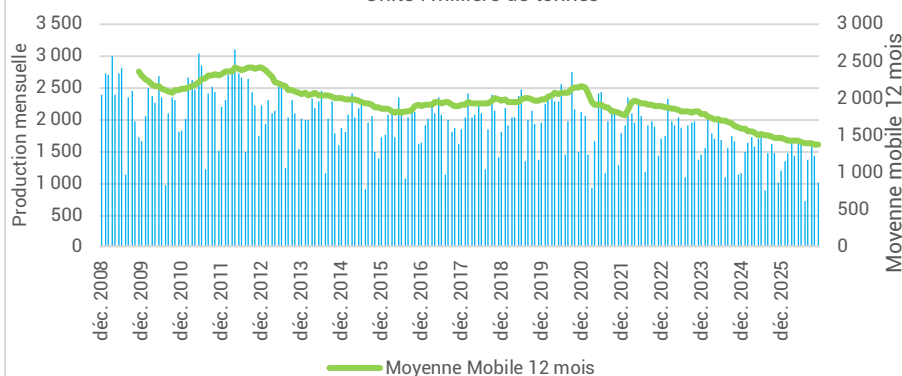
Production mensuelle de BPE

Unité : milliers de m3



Production mensuelle de granulats

Unité : milliers de tonnes



Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi, premier maillon de la chaîne de valeurs, reste en repli : le volume livré s'affiche en effet en baisse de -12,3% sur les douze derniers mois (à fin janvier 2026) par rapport aux douze mois précédents. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, si l'activité BPE reste morose, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats a chuté de -5,2% sur l'année 2025 par rapport à 2024. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

-12,3% ▼

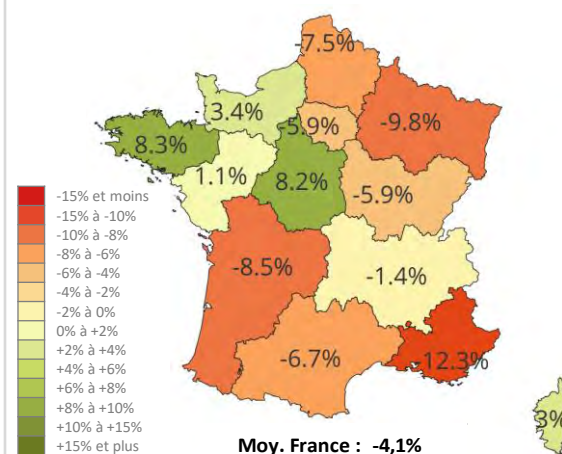
EN 1 AN

PRODUCTION DE BPE

CUMUL 12 MOIS - À FIN JANV. 2026

2 658 320 m3

Production de BPE sur 12 mois glissants à fin janvier 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : -4,1%

-5,2% ▼

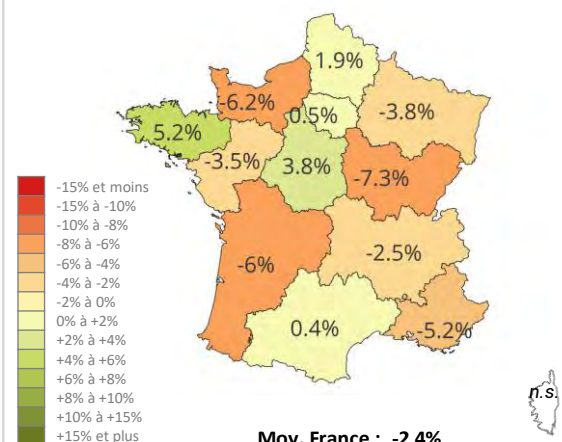
EN 1 AN

PRODUCTION DE GRANULATS

CUMUL 12 MOIS - À FIN DÉC. 2025

16 660 kT

Production de granulats sur 12 mois glissants à fin décembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : -2,4%

Sources :

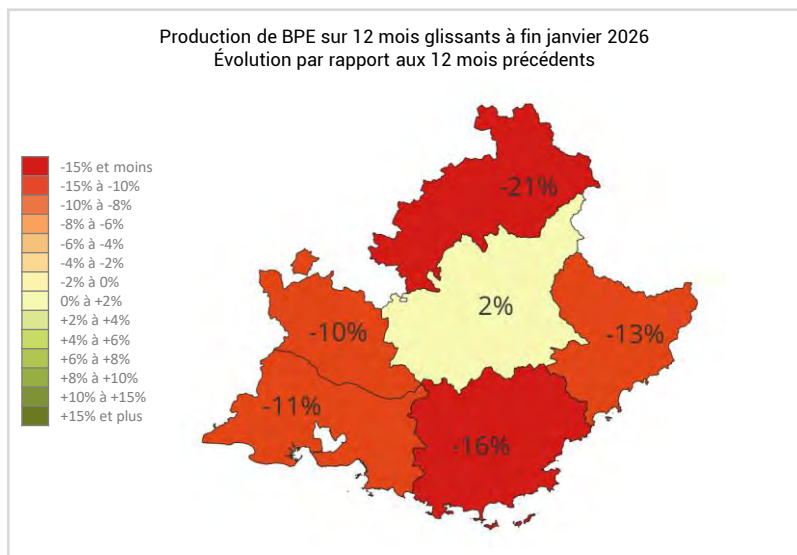
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)





INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



Comme au niveau régional, la production de BPE est en recul dans l'ensemble des départements à l'exception des **Alpes-de-Haute-Provence**. Ce repli général se poursuit, malgré le redémarrage progressif de la construction neuve, qui devrait à terme soutenir la demande en béton prêt à l'emploi.

La baisse la plus marquée est observée dans le département des **Hautes-Alpes** qui affiche un repli de -21%, traduisant un essoufflement net des chantiers après plusieurs années de dynamisme post-Covid. Les départements du **Var** (-16%), des **Alpes-Maritimes** (-13%), des **Bouches-du-Rhône** (-11%) et du **Vaucluse** (-10%) connaissent également des baisses importantes.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)



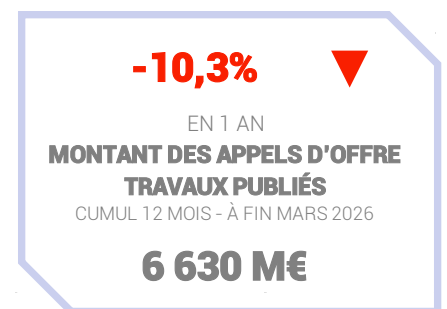
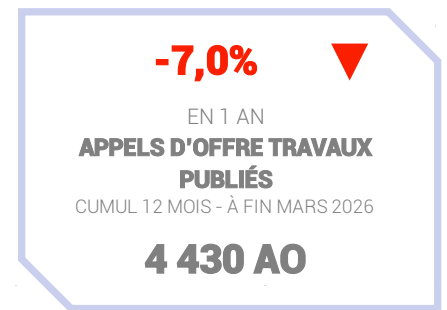


COMMANDE PUBLIQUE

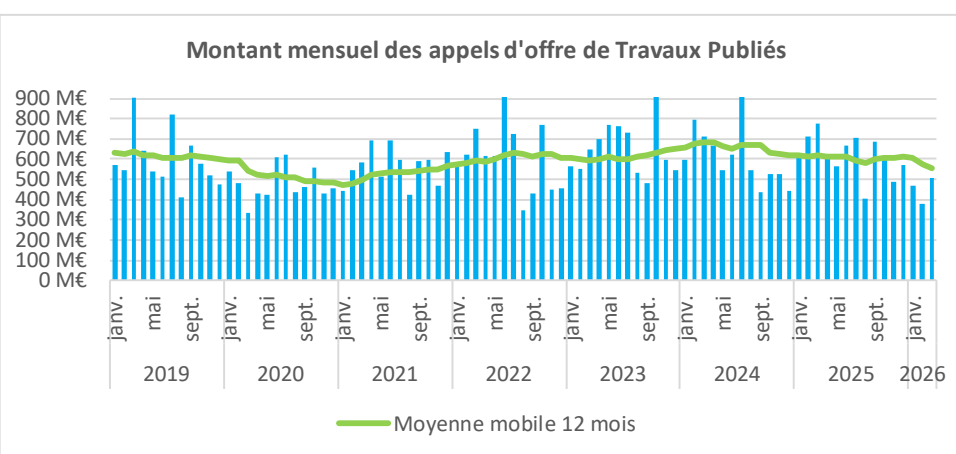
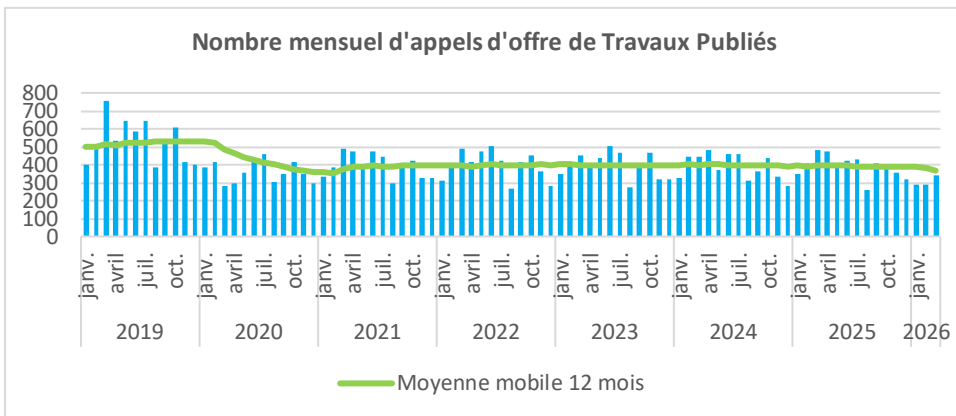
Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à mars 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 430 AO	-7,0%	▼
dont bâtiment*	2 320 AO	-4,9%	▼
dont TP*	1 530 AO	-10,4%	▼
dont pôle local	2 510 AO	-11,2%	▼
dont conseils territoriaux	310 AO	-8,9%	▼
dont Etat	530 AO	-7,1%	▼
dont autres	1 090 AO	-4,8%	▼

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à mars 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	6,6 Md€	-10,3%	▼
dont bâtiment*	2,6 Md€	+2,3%	▲
dont TP*	2,2 Md€	-12,4%	▼
dont pôle local	2,8 Md€	-16,6%	▼
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-10,0%	▼
dont Etat	0,8 Md€	-15,4%	▼
dont autres	0,3 Md€	+0,2%	=



*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensés ici.



La commande publique est en baisse en volume dans la région : 4 430 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois à fin mars 2026.

On observe une diminution à la fois des marchés du Bâtiment (-4,9%) et des Travaux Publics (-10,4%).

La baisse des achats publics de travaux est également plus visible pour le pôle local (-11,2%), principal pourvoyeur de marchés de travaux (58% des marchés publiés dans la région).

La valeur de la commande publique enregistre également une baisse sur les douze derniers mois (-10,3%). Cette baisse masque toutefois des évolutions contrastées : les marchés de Bâtiment affichent une hausse de +2,3%, alors que les Travaux Publics reculent de -12,4% sur douze mois.

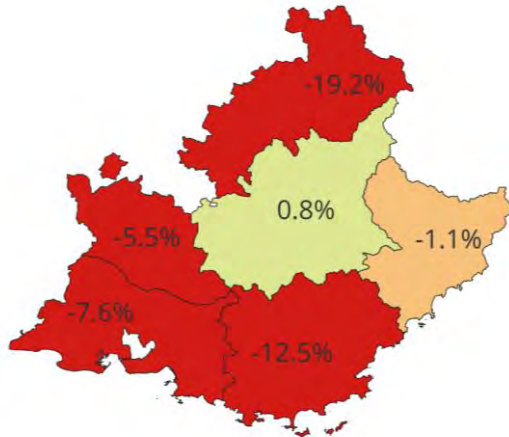
Source : VecteurPlus



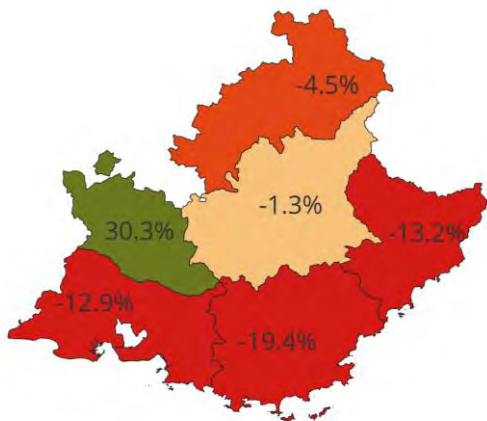
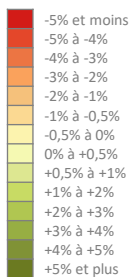


Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin mars 2026 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin mars 2026 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le **Var** se démarque avec une forte baisse de la commande publique, en volume (-12,5% de marchés publiés) tout comme en valeur (-19,4% du montant attribué), soit le repli en valeur le plus important de la région. Ce dynamisme traduit l'absence de projets structurants sur ce territoire. Il en est de même dans les **Bouches-du-Rhône** et les **Alpes-Maritimes** où les achats publics chutent de -7,6% et -1,1% en volume et de -12,9% et -13,2% en valeur.

Les **Hautes-Alpes** affichent la plus forte baisse en volume de la région avec -19,2% de marchés publiés sur les 12 derniers mois. La baisse en valeur y est plus contenue (-4,5%).

Le **Vaucluse** constitue le seul territoire qui enregistre une progression en valeur de +30,3% malgré un volume qui a chuté de -5,5%.

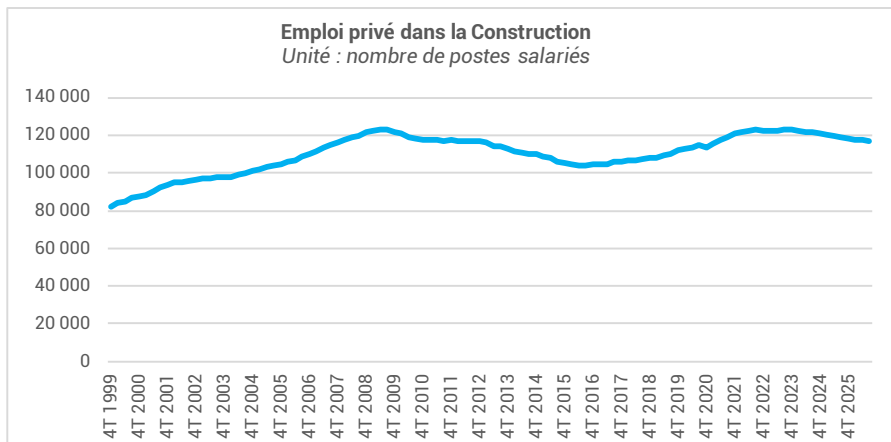
Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, le volume de marchés publiés est quasi stable (+0,8%) mais la valeur recule légèrement (-1,3% en cumul sur les 12 derniers mois).



APPAREIL DE PRODUCTION

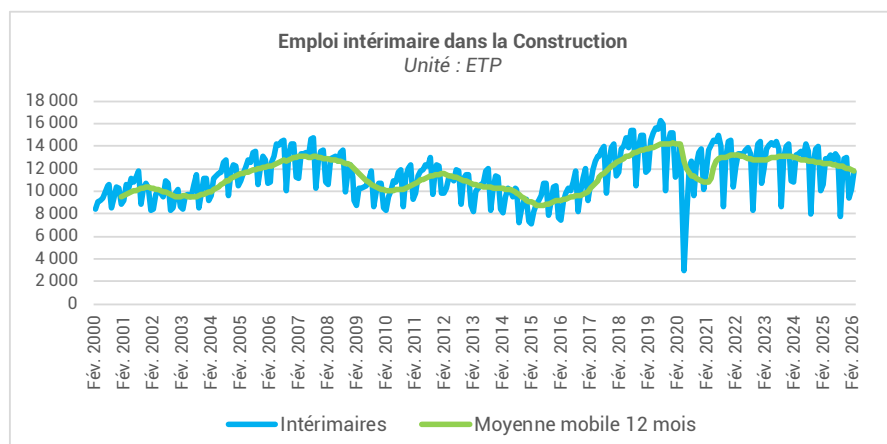
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	117 093 sal.	-1,4%	▼



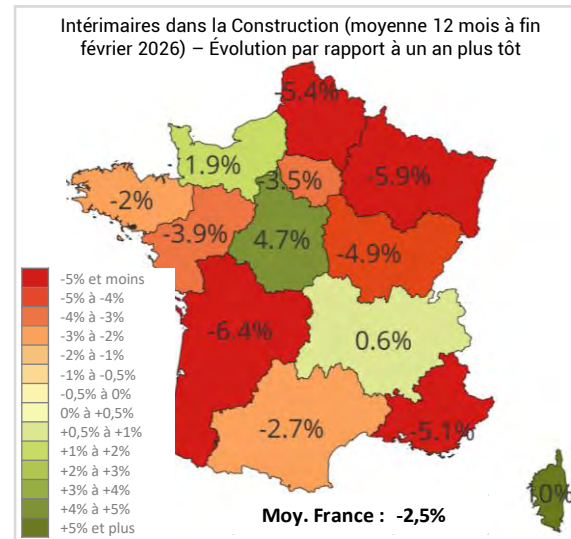
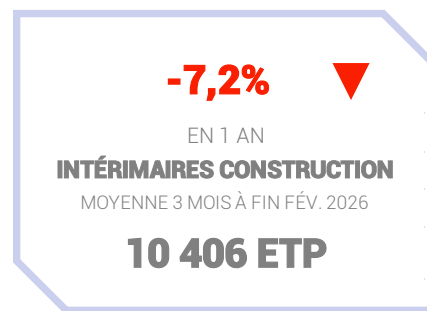
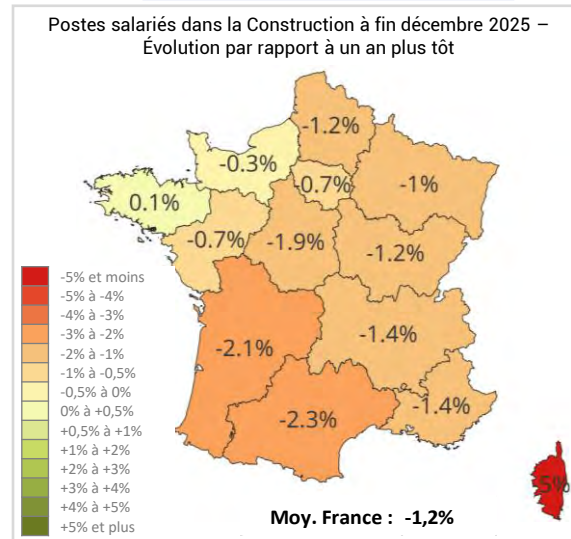
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié décroît depuis l'été 2023. A fin décembre 2025, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a chuté de -1,4% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Fév. 2026 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Fév. 2026	11 674 ETP	-9,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Fév. 2026	10 406 ETP	-7,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Fév. 2026	11 843 ETP	-5,1%	▼



À fin février 2026, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-7,2% sur les trois derniers mois comparés aux mêmes trois mois de 2025) comme de long-terme (-5,1% en un an sur les douze derniers mois).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

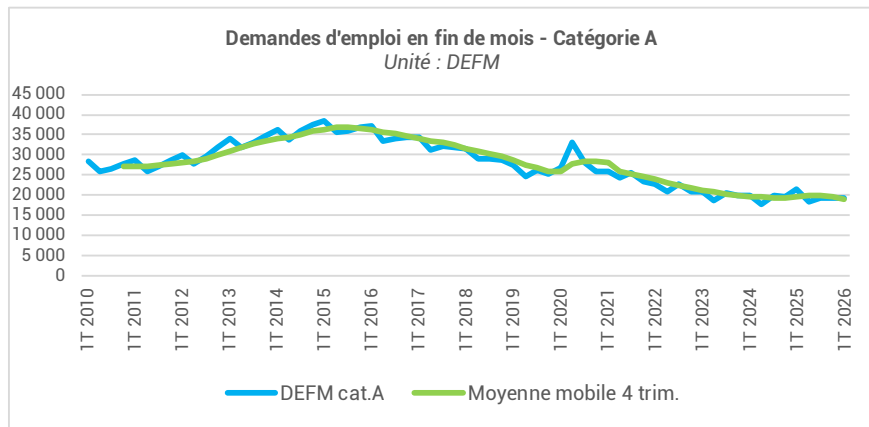




APPAREIL DE PRODUCTION

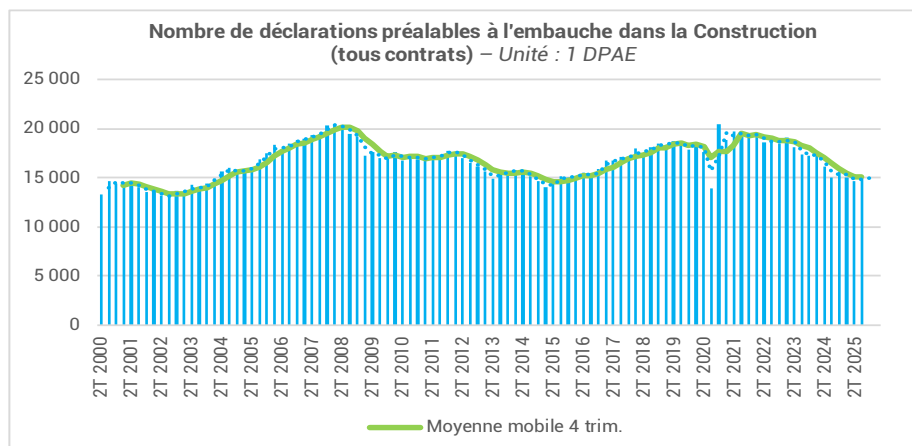
Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 243 DEFM	-10,5%	▼
DEFM tous secteurs économiques	285 579 DEFM	-4,5%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,5%	▼



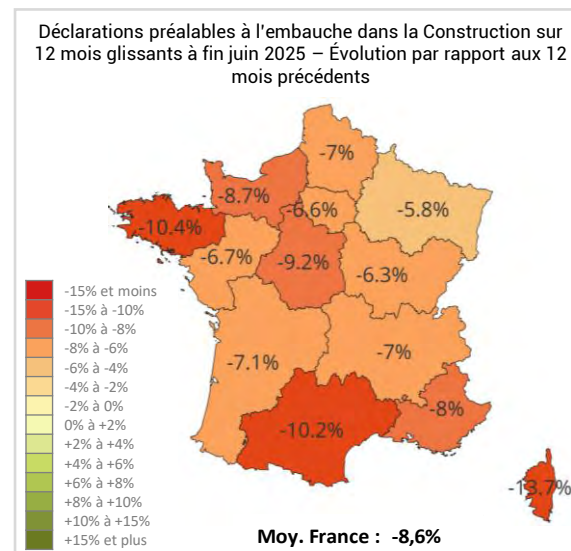
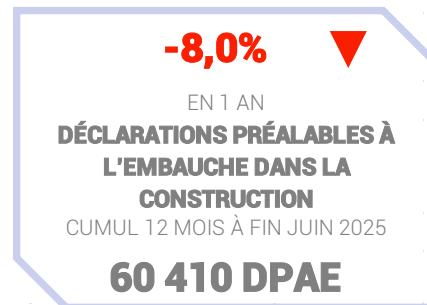
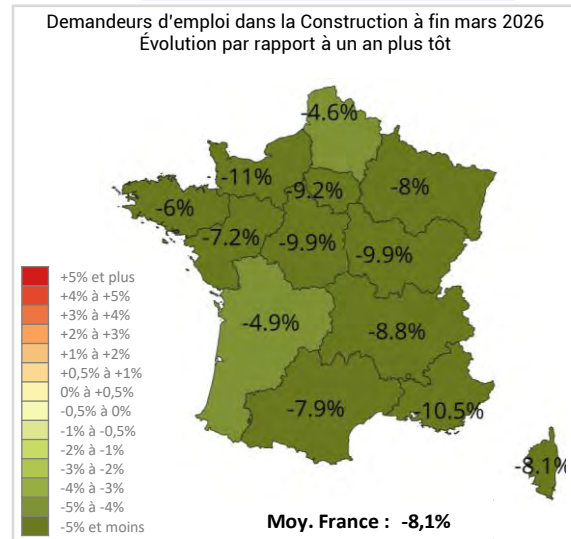
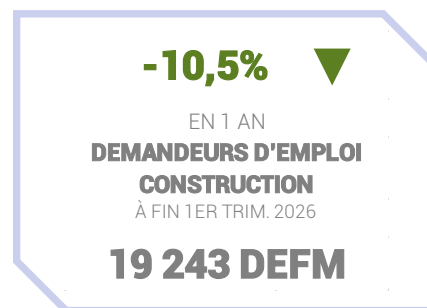
Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de chuter en ce début d'année 2026 : -10,5%. Malgré la crise, le marché de l'emploi continue de faire preuve de résilience dans la filière Construction. Cette tendance baissière se retrouve aussi dans les autres secteurs économiques, avec un recul plus contenu (-4,5% en un an).

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T2 2025 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	60 410 DPAE	-8,0%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	6 620 DPAE	-0,7%	=
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	21 960 DPAE	-9,2%	▼
dont CDI	31 820 DPAE	-8,5%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche ralentissent dans la Construction : les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -8% sur un an, en cumul 12 mois à fin juin 2025 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité en berne, freinant les recrutements et les créations de postes.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

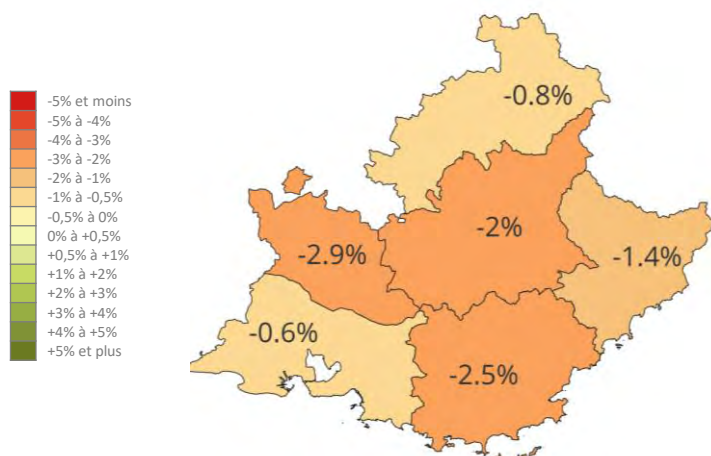




APPAREIL DE PRODUCTION

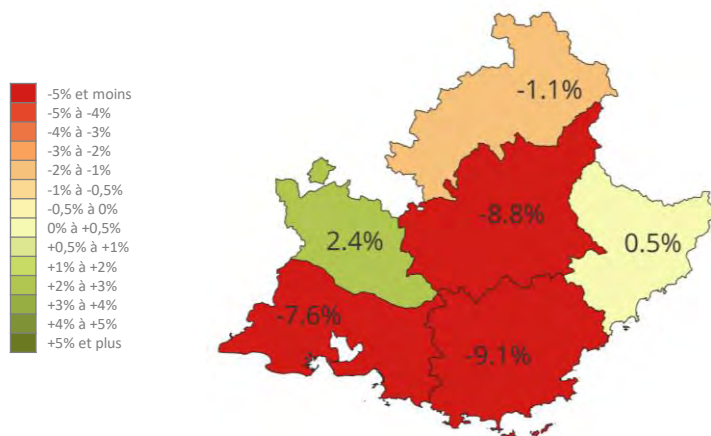
Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin décembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt

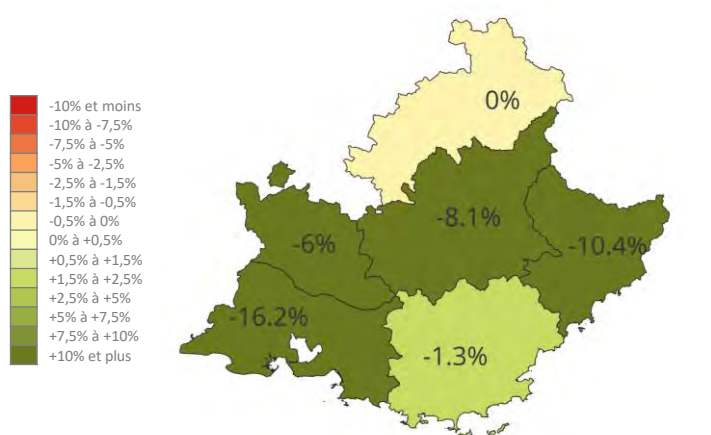


L'emploi-salarié dans la filière Construction recule dans tous les départements, à plus ou moins forte intensité, alors que le nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur varie de -16% à 0% selon les territoires. Les déclarations préalables à l'embauche par les entreprises de la Construction marquent un repli qui s'étale de -7% à -11% (sauf dans les départements alpins, plus résilients) et l'emploi intérimaire Construction freine dans quasiment tous les départements, hormis le **Vaucluse** et les **Alpes-Maritimes**.

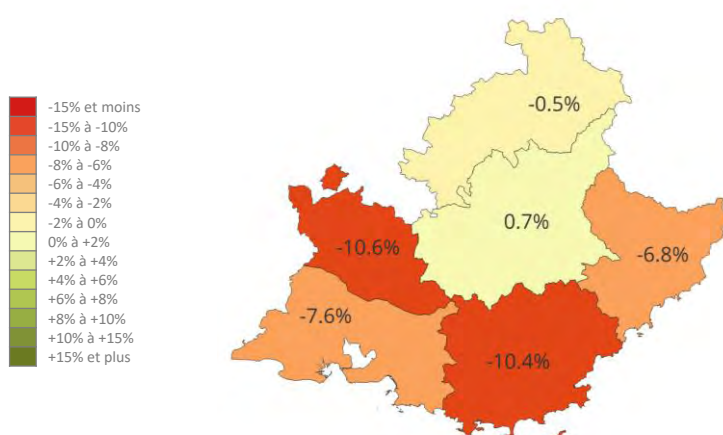
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin février 2026) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin mars 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAAE : URSSAF (données cvs)

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

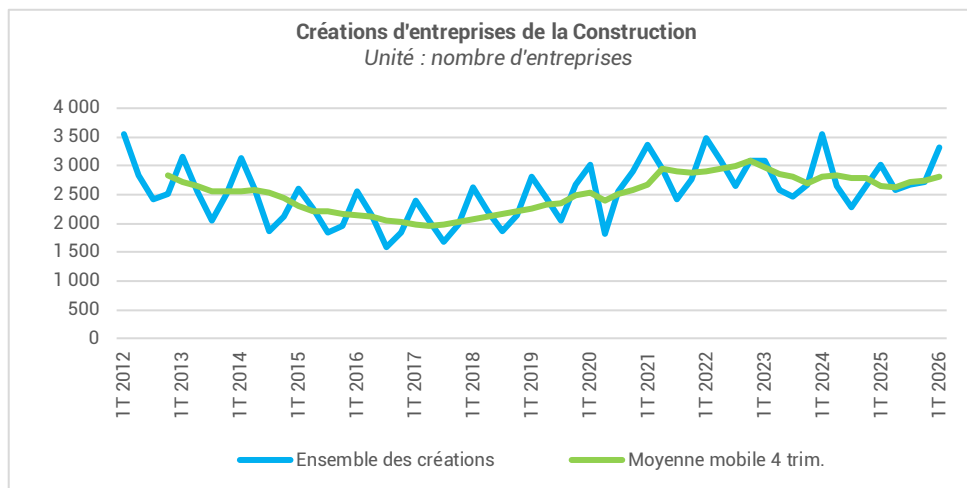
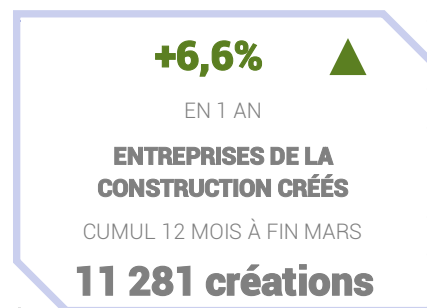




APPAREIL DE PRODUCTION

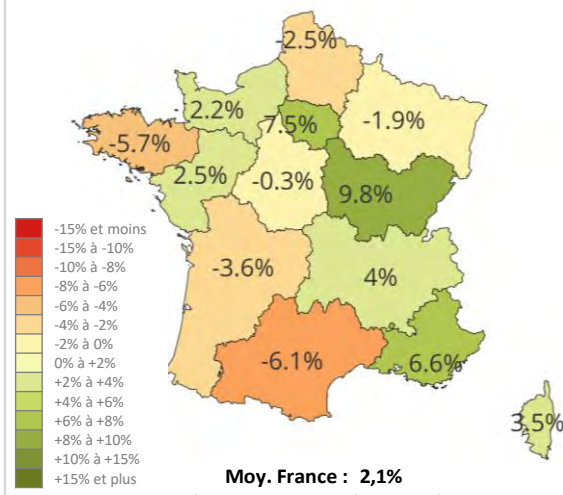
Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1er trim. 2026 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 312 créations	+10,1%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	1 207 créations	+10,4%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 281 créations	+6,6%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 116 créations	+8,5%	▲



L'année 2026 débute avec une hausse des créations d'entreprises de +6,6% après une période de fluctuation observée en 2025.

Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin mars 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : INSEE (données brutes)

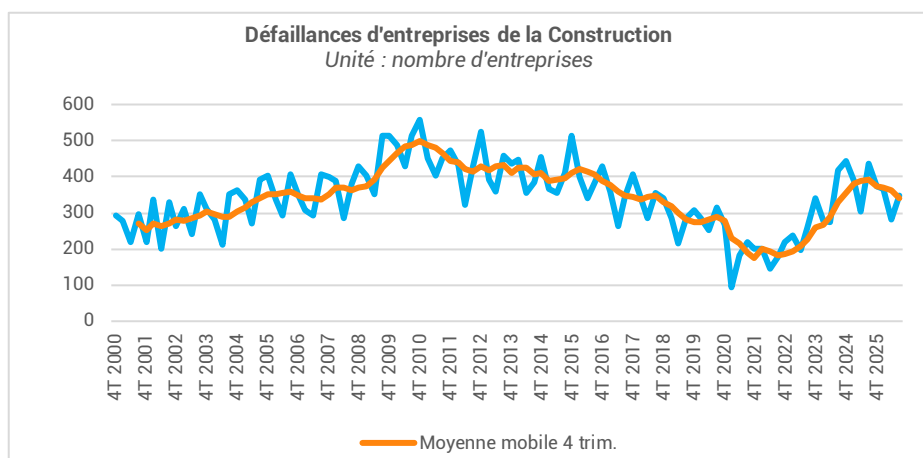
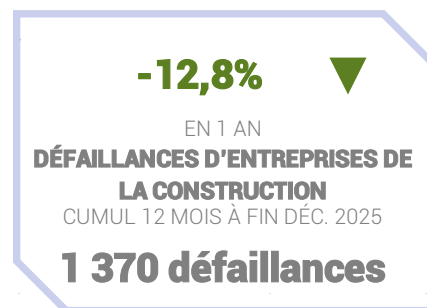




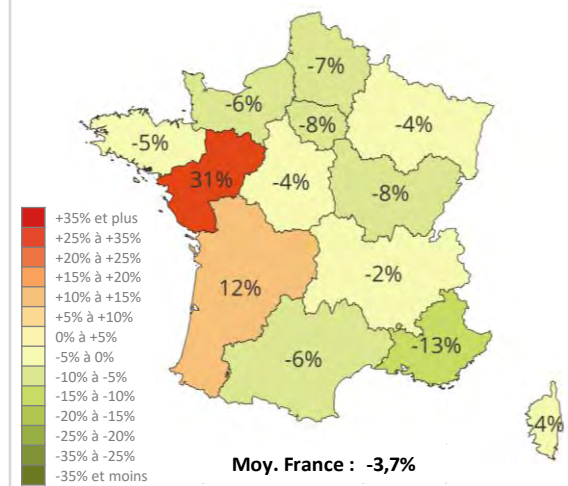
APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2025 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	349 défaillances	-19,8%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 370 défaillances	-12,8%	▼



Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin décembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sur les douze derniers mois à fin décembre 2025, la Banque de France a recensé 1 370 défaillances d'entreprises dans la région, en recul -12,8% comparé à l'année précédente. Cette baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés.

À noter : la Banque de France ne fournit désormais plus de données détaillées concernant les effectifs salariés des entreprises défaillantes. Les informations présentées sont donc limitées aux données disponibles.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 140 logts	+25,7%	▲
Mises en chantier logements	780 logts	+69,5%	▲
Mise en ventes de logements	170 logts	+46,2%	▲
Réservations de logements	110 logts	+42,5%	▲
Autorisations locaux	84 mill. m ²	+5,0%	▲
Mises en chantier locaux	36 mill. m ²	+2,7%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-9,9%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-9,9%	▼
BPE	131 450 m3	+1,8%	▲
Nombre Appels Offre publiés	300 AO	+0,8%	►
Montant Appels Offre publiés	360 M€	-1,3%	▼
Salariés	3 344 sal.	-2,0%	▼
Intérimaires	277 ETP	-10,6%	▼
Dem. d'emplois	644 DEFM	-8,1%	▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	4 010 logts	+5,2%	▲
Mises en chantier logements	3 670 logts	-7,9%	▼
Mise en ventes de logements	1 020 logts	-18,2%	▼
Réservations de logements	1 550 logts	+2,6%	▲
Autorisations locaux	256 mill. m ²	-29,5%	▼
Mises en chantier locaux	128 mill. m ²	+47,7%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-4,7%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-4,7%	▼
BPE	576 500 m3	-12,5%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 000 AO	-1,1%	▼
Montant Appels Offre publiés	1610 M€	-13,2%	▼
Salariés	24 102 sal.	-1,4%	▼
Intérimaires	2 177 ETP	+3,7%	▲
Dem. d'emplois	4 038 DEFM	-10,4%	▼

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	5 800 logts	+4,9%	▲
Mises en chantier logements	4 160 logts	+21,2%	▲
Mise en ventes de logements	1 310 logts	+9,1%	▲
Réservations de logements	1 020 logts	-19,8%	▼
Autorisations locaux	308 mill. m ²	-22,3%	▼
Mises en chantier locaux	223 mill. m ²	-0,7%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		-2,4%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-2,4%	▼
BPE	623 780 m3	-15,6%	▼
Nombre Appels Offre publiés	930 AO	-12,5%	▼
Montant Appels Offre publiés	1190 M€	-19,4%	▼
Salariés	22 457 sal.	-2,5%	▼
Intérimaires	1 803 ETP	-13,8%	▼
Dem. d'emplois	3 858 DEFM	-1,3%	▼

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 160 logts	-25,1%	▼
Mises en chantier logements	960 logts	-14,4%	▼
Mise en ventes de logements	270 logts	-2,9%	▼
Réservations de logements	320 logts	+16,2%	▲
Autorisations locaux	102 mill. m ²	+33,1%	▲
Mises en chantier locaux	47 mill. m ²	-34,9%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,9%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,9%	►
BPE	83 250 m3	-21,4%	▼
Nombre Appels Offre publiés	290 AO	-19,2%	▼
Montant Appels Offre publiés	340 M€	-4,5%	▼
Salariés	3 934 sal.	-0,8%	►
Intérimaires	524 ETP	+5,8%	▲
Dem. d'emplois	431 DEFM	=	►

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	10 380 logts	+5,6%	▲
Mises en chantier logements	7 940 logts	+2,0%	▲
Mise en ventes de logements	1 880 logts	+34,3%	▲
Réservations de logements	1 870 logts	-6,1%	▼
Autorisations locaux	1 140 mill. m ²	-19,1%	▼
Mises en chantier locaux	596 mill. m ²	+6,0%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-3,5%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-3,5%	▼
BPE	919 800 m3	-11,2%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 370 AO	-7,6%	▼
Montant Appels Offre publiés	2090 M€	-12,9%	▼
Salariés	50 524 sal.	-0,6%	►
Intérimaires	4 621 ETP	-11,7%	▼
Dem. d'emplois	7 933 DEFM	-16,2%	▼

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	4 190 logts	+81,6%	▲
Mises en chantier logements	2 380 logts	+4,7%	▲
Mise en ventes de logements	360 logts	+79,1%	▲
Réservations de logements	210 logts	-42,8%	▼
Autorisations locaux	376 mill. m ²	+5,8%	▲
Mises en chantier locaux	203 mill. m ²	+2,4%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+0,1%	►
Activité cumulée Travaux Publics		+0,1%	►
BPE	323 540 m3	-10,1%	▼
Nombre Appels Offre publiés	480 AO	-5,5%	▼
Montant Appels Offre publiés	820 M€	+30,3%	▲
Salariés	12 732 sal.	-2,9%	▼
Intérimaires	1 004 ETP	+2,4%	▲
Dem. d'emplois	2 338 DEFM	-6,0%	▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)
-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTP/INSEE
-Enquête FRTP/CERC
-UNICEM (données brutes)

-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (données cvs)
-DARES (données brutes)
-INSEE (données brutes)
-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2026 comparé au 1er trim. 2025 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2026 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin janv. 2026
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin fév. 2026
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 1er trim. 2026

Avec le concours des Membres de la CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr

Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC